

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'Ukraine et l'effondrement des valeurs occidentales

Paix, démocratie, droits de l'homme, protection de l'environnement:
dans la lutte contre la Russie, nous sacrifions tout ce qui fait notre honneur

par Guy Mettan, journaliste indépendant



Guy Mettan est journaliste et député au Grand Conseil du canton de Genève, qu'il a présidé en 2010. Il a commencé sa carrière de journaliste pendant ses études de sciences politiques; il a ensuite travaillé pour le «Journal de Genève», Le Temps stratégique, Bilan, le Nouveau Quotidien puis comme directeur et rédacteur en chef de la «Tribune de Genève».

Depuis 2005, il préside l'Union des Chambres de commerce Suisse-Russie & CEI. De 2006 à 2014, il a été président de la Croix-Rouge genevoise et membre du Conseil de La Croix-Rouge suisse jusqu'en 2019. En 1996, il a fondé le Swiss Press Club, dont il a été le président puis le directeur de 1998 à 2019.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont «Russie-Occident. Une guerre de mille ans», qui a été publié dans sept pays, dont la Chine et les États-Unis. Le titre en anglais s'appelle: «Creating Russophobia: From the Great Religious Schism to Anti-Putin Hysteria».

«La Russie, cette tyrannie vieillissante, cherche à détruire l'impertinente démocratie ukrainienne. Une victoire ukrainienne confirmerait le principe du libre gouvernement, de l'intégration à l'Europe et de la capacité des gens de bonne volonté à faire face aux défis globaux. Une victoire de la Russie, par opposition, accroîtrait la politique génocidaire en Ukraine, asservirait les Européens, rendrait impossible la lutte contre les menaces climatiques, renforcerait les fascistes, les tyrans et les nihilistes qui voient la politique comme un spectacle destiné à distraire les peuples de la destruction du monde. Cette guerre détermine les principes qui prévaudront au XXI^e siècle, politiques de massacres de masse ou politiques défendant la dignité humaine. C'est l'avenir de la démocratie qui est en jeu.»

Voilà en substance comment *Timothy Snyder*, l'un des représentants académiques les plus en vue de l'establishment occidental, décrit les enjeux de la guerre en Ukraine dans le numéro de septembre de la revue américaine *Foreign Affairs*. Défense des «valeurs européennes» contre barbarie, démocratie contre dictature, vertus héroïques contre crimes de guerre, c'est le discours que nous servent, jour après jour, les dirigeants et les médias occidentaux depuis le 24 février dernier sur un ton et avec une unanimité qui ne souffrent aucune réplique.

Guerres contraires au droit international

Est-on bien sûr que cette vision correspond à la réalité et que cette guerre correspond à une lutte des gentils contre les méchants? Et quelles sont ces fameuses valeurs dont on nous ressassé les oreilles mais qu'on se garde pourtant de définir et, surtout, de soumettre à l'épreuve de nos propres comportements? Car que vaut une «valeur» rendue inutilisable parce que frelatée ou qui aurait été dévaluée par des attitudes encore plus criminelles que celles qu'on reproche à l'adversaire? Ces questions ne sont pas anodines car, vu du reste du monde, l'Europe est en train de montrer qu'elle a échoué à partager son modèle interne – une coopération entre nations membres sur une base égalitaire et de respect mutuel – avec les autres nations du monde et qu'elle est en train de perdre son honneur et son crédit auprès d'elles.

Un état des lieux s'impose.

Premier constat problématique, la valeur fondatrice de l'Europe depuis 1945, celle qu'on a brandie pendant sept décennies pour justifier la création et le succès de l'Union européenne, la paix entre les nations, a totalement disparu des discours officiels et médiatiques depuis avril dernier.

Certes la paix avait déjà connu un sérieux accroc durant la décennie 1990, pendant la guerre de Yougoslavie, lorsque la reconnaissance prématurée de l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie par l'Allemagne avait mis le feu aux poudres et qu'en 1999, les états-majors allemand et otanien avaient concocté le faux plan Fer à cheval et mis en scène le massacre de Raçak prétendument ourdis par les Serbes pour liquider les Kosovars et justifier ainsi le bombardement d'un Etat européen pendant 78 jours aux pris de dizaines de morts et de milliards de dégâts. Cet idéal de paix avait aussi été mis à mal par la transformation progressive de l'OTAN en une alliance de plus en plus agressive après la disparition de l'Union soviétique, comme en ont témoigné les attaques contre la Serbie, déjà mentionnée, l'Irak, la Libye, la Syrie et l'Afghanistan, la plupart du temps commises en violant le droit international.

Malgré ces entorses, la paix, officiellement du moins, restait un fondement de l'action et une «valeur» revendiquée de l'Europe et de l'Occident.

C'est au nom de la paix aussi que l'Europe, France et Allemagne en tête, ont encore négocié et garanti les Accords de Minsk qui ont suivi le renversement du gouvernement ukrainien et le soulèvement des provinces orientales de l'Ukraine après les émeutes de février 2014 et le rattachement de la Crimée à la Russie. On avait même espéré qu'une paix serait possible entre l'Ukraine et la Russie à la fin mars dernier, jusqu'à ce que la médiation de Boutcha et la visite de *Boris Johnson*, début avril, mettent fin à toute velléité de négociations du côté occidental.

Depuis lors, la paix a disparu de l'horizon européen. Bien plus, ministres et médias, présidente de la Commission européenne en tête, ne cessent de réclamer plus de guerre, plus de livraisons d'armes, plus de sanctions, plus de soutiens financiers, plus d'austérité énergétique, stigmatisant les rares voix qui osent appeler à la désescalade et à la diplomatie comme des traitres. Ce fossé béant entre les valeurs proclamées et le comportement réel sape l'entier du discours occidental sur les valeurs.

Dans le même ordre d'idée, comment interpréter le discours des dirigeants et des médias européens, qui n'ont pas de mots assez durs pour fustiger le nationalisme de la Serbie, de la Russie, de la Hongrie, de la Turquie et qui ont toutes les prévenances possibles pour la sécession du Kosovo, l'indépendance de Taiwan, l'occupation du Golan et la colonisation de la Cisjordanie, pourtant non reconnues par le droit international?

Les politiques méprisent la volonté populaire

Deuxième valeur défendue par l'Occident, la démocratie. Comme pour la paix, on a envie d'applaudir. Mais en y regardant de plus près on a des doutes. Comment peut-on justifier le soutien inconditionnel à un pays, l'Ukraine, sous prétexte de démocratie, alors que ce même pays a interdit tous les partis d'opposition (en mars dernier), fermé toutes les

chaînes d'information non-gouvernementales (en 2021 et 2022), banni les langues minoritaires (et même majoritaire puisque le russe est parlé par les deux tiers de la population), fait assassiner par ses services de sécurité des dizaines de journalistes, d'opposants politiques et même de négociateurs, laissé se développer une corruption galopante (122^e position dans le classement de la corruption mondiale, pas loin de la Russie honnie), bradé 17 millions d'hectares de bonnes terres agricoles à trois multinationales américaines malgré l'opposition populaire, enrôlé de force la population masculine dans son armée, exécuté des prisonniers de guerre, utilisé sa propre population civile comme bouclier humain (voir le rapport d'Amnesty), truffé son armée et son administration de sympathisants néonazis notoires, pour ne citer que quelques faits marquants avérés et reconnus du bout des lèvres par les médias dominants? Est-ce vraiment le modèle de démocratie que nous voulons défendre?

Et que dire de notre propre appétence pour la démocratie lorsque nous nous précipitons à Bakou pour cajoler le dynaste Aliev qui ne cesse d'attaquer l'Arménie, en Arabie saoudite pour amadouer le prince *Mohammed bin Salman* qui a fait découper le journaliste *Kashoggi* en morceaux, au Qatar pour faire des risettes à l'émir ou au Cameroun pour faire ami-ami avec le président *Biya* au pouvoir depuis 40 ans, dans le seul but d'y quérrir un peu de gaz ou de pétrole? Tout ça pour boycotter *Vladimir Poutine*?

Et enfin que penser de notre propre fonctionnement démocratique quand nous soutenons une guerre sans avoir consulté les citoyens, quand nous sabordons la neutralité sans débat, comme c'est le cas de la Suisse, quand nous faisons assaut de bellicisme contre l'avis des gens? Rappelons à ce propos le sondage réalisé en Allemagne et publié le 30 août dernier par le magazine *Stern* dans l'indifférence absolue des médias occidentaux parce que contrariant pour la doxa dominante: 77% des Allemands sont favorables à des négociations de paix en Ukraine (contre 17% qui estiment qu'il ne faut rien faire), 87% estiment qu'il faut parler à Poutine (contre 11%), 62% qu'il ne faut pas livrer d'armes lourdes à l'Ukraine (contre 32%). Un autre donnait à peu près les mêmes résultats en Autriche. Voilà des avis populaires qu'on se gardera bien d'écouter.

Répression de la liberté d'expression

Troisième catégorie de valeurs que nous sommes censée défendre en Ukraine, les droits de l'Homme. Les idéologues occidentalistes affirment que la Russie aurait commis un crime d'agression, le pire d'entre tous les crimes selon le Tribunal de Nuremberg, en lançant son «opération spéciale» contre l'Ukraine. C'est possible. Mais les Russes, sur le même mode que les accusations occidentales à propos des Ouïgours en Chine, répondent qu'ils n'ont fait que répondre au crime de «génocide» perpétré par les forces ukrainiennes depuis 2014 dans le Donbass, au prix de 14000 morts attestés par l'ONU... Idem pour les violations du droit humanitaire, la prise en otage de civils, l'exécution de prisonniers. Selon les estimations du mois d'août, l'ONU chiffrait les pertes civiles à quelque 5587 morts et 7890 blessés depuis février. Ce sont 6000 morts et 8000 blessés civils de trop mais on est loin d'un massacre généralisé et des centaines de milliers de civils tués par les troupes de l'OTAN et les armées pro-occidentales en Irak, en Afghanistan ou au Yémen.

De même, l'Occident, et Europe en particulier, aime à se poser en modèle de la liberté d'expression, comparé à une Russie qui les bafouerait sans vergogne. Mais comment expliquer alors que nos médias sycophantes piétinent tous les critères d'une information objective en prenant unanimement parti pour l'Ukraine sans écouter l'autre partie? *Audiatu et altera pars* disent pourtant les manuels de journalisme. Pourquoi a-t-on purement et simplement interdit les médias russes *RT* et *Sputnik* de l'UE? N'est-ce pas une atteinte crasse à la liberté d'expression? Depuis quand la censure est-elle démocratique et représentative de la liberté d'expression? Et comment justifier le traitement ignoble infligé à *Julian Assange*, *Edward Snowden* ou *Chelsea Manning*, parce qu'ils ont dénoncé les turpitudes de la NSA, les crimes américains en Irak ou les compromissions d'*Hillary Clinton* et du fils *Biden*?

Dernier point, pour une liste que l'on pourrait rallonger, la violation flagrante du droit à la propriété privée avec la confiscation des avoirs de la Banque centrale russe, des biens privés des oligarques, et même le vol pur et simple des sept milliards d'avoirs de la Banque nationale afghane après le départ des troupes américaines.

Centrales à charbon contre Poutine

Quatrième et dernière catégorie de valeurs trahies par les pratiques occidentales, l'écologie et la lutte contre les changements climatiques. Depuis le Sommet de Rio de 1992, l'Occident s'est posé, non sans mal et avec force débats internes, en champion de la lutte pour la «préservation de la planète» et le développement des technologies vertes en déclarant notamment la guerre aux émissions de CO₂. Trois ans et six mois de guerre en Ukraine plus tard, que s'est-il passé? Au nom de la lutte pour l'Ukraine et de la «mise à genou de l'économie russe», l'Europe s'est mise à importer à grands frais et à grands renforts de pétroliers et de vraquiers polluants du gaz et du pétrole de schiste conspué naguère. On rouvre des centrales au charbon en Allemagne et en Pologne avec la bénédiction des ministres écologistes qui auraient crié au scandale il y a douze mois encore. Et bientôt ce sera le tour des centrales nucléaires.

L'Europe se persuade qu'elle incarne encore un idéal moral et qu'elle peut se contenter de déclamer les poncifs moraux de la guerre froide – sans avoir à se les appliquer. Quelles que soient les péripéties et l'issue de ce conflit, il est à craindre qu'elle ne trompe plus qu'elle-même et que cette guerre, menée au nom de la morale par Ukrainiens interposés, n'est que le masque d'une volonté de prédation universelle et d'hégémonie mondiale jamais assouvie et qui n'abuse – et n'amuse – plus les six milliards d'autres habitants de la planète. •

Références

Enquête: «Mehrheit will Verhandlungen über Kriegsende», *Stern*, 30 août 2022.
John Pilger, Silencing the Lambs – How Propaganda Works, *Consortium News*, 8 septembre 2022.
Joe Lo, African leaders blast European no-shows at climate adaptation summit, *ClimateHomeNews*, 6 septembre 2022. Laurence Caramel, Les Africains fustigent l'absence des pays riches au sommet de Rotterdam sur l'adaptation au changement climatique, *Le Monde*, 5 septembre 2022.
George Kennan, America and the Russian Future, *Foreign Affairs*, avril 1951.

(L'article de *Guy Mettan* a paru en première publication dans les colonnes de l'hebdomadaire suisse «Die Weltwoche», dans son édition du 1^{er} octobre 2022, reproduction avec l'aimable permission de l'auteur et de la maison d'édition.)

Pourquoi les élites des puissances occidentales mènent-elles une guerre aussi impitoyable contre la Russie?

par Karl-Jürgen Müller

L'ancien rédacteur en chef de la «Tribune de Genève» et membre du Grand Conseil du Canton de Genève, *Guy Mettan* vient de publier un article fondamental, intitulé «L'Europe trahit ses valeurs» (voir cette édition, p. 1).

Le non-respect des valeurs européennes et universelles par les élites occidentales au pouvoir représente, il faut le dire, un problème persistant depuis longtemps déjà. On avait pourtant toujours pu entendre des voix qui s'y sont opposées. Le groupe de travail international, «Mut zu Ethik»¹ par exemple, auquel je participe, fondé il y a déjà presque trente ans, en est un exemple parmi beaucoup d'autres. Regardant les choses de près, on constate qu'en vérité le mépris des valeurs européennes et universelles se manifestait depuis ce que l'on a appelé l'«l'Occident» ait pris forme. Ce n'était qu'occasionnellement, par exemple après la catastrophe de la Seconde guerre mondiale, qu'une partie considérable des élites occidentales d'alors s'en sont rappelées en essayant de donner un nouveau visage à leur politique, en la réorientant selon les principes de l'éthique politique.²

Avec leur présumée «victoire» de la première Guerre froide, après 1990/91 au plus tard, les élites des puissances occidentales haussent le ton pour sauvegarder à nouveau ces valeurs, mais en réalité, elles font exactement le contraire.

Absence de bases éthiques

La guerre des informations, menée par les élites des puissances occidentales contre la Russie n'a donc – contrairement aux prétentions de base de la propagande occidentale – aucune base éthique, mais bien d'autres origines et objectifs. Il faut se détromper: les élites des puissances occidentales mènent cette guerre idéologique contre la Russie de manière si impitoyable non pas dans l'intention de défendre les valeurs occidentales, la démocratie ou les vertus héroïques³.

L'action menée par les puissances occidentales est en effet une guerre dirigée contre

la Russie. Une partie essentielle en est menée par la guerre d'information.

- Cette guerre d'information contre la Russie travaille depuis longtemps avec des préjugés. Il y a plus de 20 ans déjà que l'on a pu lire, dans une recherche d'une université berlinoise, le résumé suivant: «L'analyse des articles sur la Russie dans les colonnes du grand quotidien «FAZ» et du magazine «Spiegel» a démontré la transmission uniquement de mauvaises nouvelles et de «mauvais événements» de la Russie. [...]»
- Pour nous transmettre les événements russes, on travaille avec des stéréotypes. Le négativisme a beaucoup de poids dans les nouvelles sur la Russie.⁴ Des recherches dans d'autres pays ont abouti à des résultats à peu près semblables. Depuis le 24 février 2022, les préjugés envers la Russie et de la politique russe ont été nivelés et transmis de manière très agressive, avec une violence jamais vue avant. On y remarque surtout la diabolisation, provoquant la peur et la haine, ciblée avant tout sur la personne du président du pays. Cette guerre d'information sape, en même temps, la vie en commun dans nos sociétés occidentales.
- Les élites des puissances occidentales essaient de faire plier la Russie en recourant à la guerre économique (les sanctions), elle aussi à des dimensions massives.
- Leurs gouvernements livrent des quantités énormes d'armes et de munitions aux forces armées ukrainiennes. Pour eux, ce sont avant tout les Ukrainiens qui doivent combattre «jusqu'au dernier Ukrainien». Pour les élites occidentales les combattants ukrainiens fanatisés sont donc leurs «idiots utiles».
- Les élites occidentales mènent leur guerre contre la Russie également avec leurs participations directes à cette guerre: en formant militairement des combattants ukrainiens, en leur fournissant des systèmes logistiques, de la reconnaissance militaire sophistiquée, des conseillers militaires, des commandements militaires et des actes de sabotage militaire.

Il s'agit de bien plus que de l'avenir de l'Ukraine

La question des buts que poursuivent les élites occidentales au pouvoir ne s'arrête pas aux frontières de l'Ukraine. Même si l'appel à un cessez-le-feu en Ukraine est compréhensible, cet appel ne doit pas négliger le fait que l'enjeu est bien plus important et que cette guerre menée par le front belliciste occidental ne sera pas terminée au moment où les armes se tairont en Ukraine.

Pour y voir plus clair il faut en effet reprendre la lecture des discours du Président russe des 22 dernières années passées jusqu'à son dernier discours, très détaillé, du 1^{er} octobre 2022 en examinant, sans préjugé, leur contenu réel. Il est vraisemblable que l'on y rencontre maintes réponses à la question du pourquoi et du comment de la guerre implacable menée par les cercles occidentaux bellicistes contre la Russie. Dans ces discours, on apprend que la Russie remet radicalement en question la prétention orientée de ces cercles. Elle l'a fait et continue de le faire en insistant imperturbablement sur la légitimité de ses revendications quant aux garanties de sa sécurité; sur l'égalité du droit de la Russie (ainsi que de tous les autres Etats du monde) à sa sécurité; sur le respect des règles figées dans la Charte des Nations Unies; sur le respect de son droit à sa culture et ses valeurs, notamment en poursuivant leur propre voie russe en matière de famille, de religion et de nation; sur son droit à œuvrer en direction d'une économie mondiale plus juste, liée à la création d'un système financier mondial égal; sur son droit à critiquer les diverses formes privilégiant l'impérialisme et le néocolonialisme occidentaux.

Comment arrêter la guerre?

La guerre menée par les élites occidentales au pouvoir peut se terminer de différentes manières:

- la pire variante en est la guerre totale, se terminant par l'enfer nucléaire. Certains médias occidentaux, y compris en Suisse, vont jusqu'à propager en effet – à l'instar de *Goebbels* – cette guerre totale lui don-

nant, dans un élan pervers de l'enjoliver, la fausse étiquette d'acte de «solidarité». Que Dieu nous en préserve!

- La défaite militaire et politique de la Russie ferait triompher les élites occidentales au pouvoir. Considérant ce qui en sortira, une telle «solution» n'est en aucun point prometteuse pour le monde dans son ensemble.
- Après d'importants succès militaires et (ou) politiques de la Russie et (ou) en raison de la prise de conscience de l'absence de perspectives ou des coûts trop élevés d'une poursuite de la guerre, les élites occidentales au pouvoir se ravissent, cherchant un nouveau modus vivendi en «realpolitik». Cela permettrait pourtant de respirer. Mais qu'on ne s'y trompe pas: la période de la politique de détente pendant la première guerre froide était elle aussi un modus vivendi sur la corde raide. La première moitié des années quatre-vingt l'a montré.
- Ou alors les peuples du monde occidental trouvent le courage de s'engager sur une voie humanement viable, mettant en retrait leurs élites au pouvoir et construisant des rapports sociaux, économiques et politiques orientés selon les principes de l'éthique politique. Cette dernière voie reste un idéal digne de nos efforts.

¹ cf. Verein zur Förderung der Psychologischen Menschenkenntnis (éd.) *Mut zur Ethik. Eine Besinnung auf gesellschaftliche Grundnormen und moralische Grundhaltungen im Individuum* (documentation du congrès du 24 au 26. septembre 1993 à Bregenz), ISBN 3-906989-35-6 et en particulier les thèses qui y ont été adoptées aux pages 543 ss.

² cf. sur les fondements: Sutor, Bernhard. *Politische Ethik. Gesamtdarstellung auf der Basis der Christlichen Gesellschaftslehre*, (2e édition), ISBN 3-506-79090-0.

³ Les termes se réfèrent à l'article de Guy Mettan dans la *Weltwoche* du 1/10/22, repris dans cette édition (v. p. 1)

⁴ Crudopf, Weake. *Russland-Stereotypen in der deutschen Medienberichterstattung* (Arbeitspapiere des Osteuropa-Instituts der Freien Universität Berlin, Arbeitsschwerpunkt Politik, 29), Berlin 2000, p. 42.

La force d'attraction irrésistible des BRICS

par Daniel Kersfeld, Argentine

Pour l'Argentine, l'adhésion aux BRICS pourrait être l'une de ses initiatives les plus marquantes en matière de politique étrangère de ces dernières années.

Les BRICS, composés du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, forment actuellement un axe mondial d'une dimension exponentielle. Dans les décennies à venir, leur impact politique et économique sera de plus en plus tangible lorsque se consolidera une nouvelle géopolitique multipolaire capable de rivaliser avec la place prépondérante de première puissance qu'incarnent aujourd'hui les Etats-Unis.

Selon la *Banque mondiale*, les pays membres des BRICS représentent 22% de la superficie terrestre mondiale, 42% de la population mondiale, 26% du PIB mondial et disposent de 4000 milliards de dollars en devises.

Selon le *Fonds monétaire international*, au sein de ce groupe, la première place sur le plan économique est occupée par la Chine avec plus de 70% de la puissance économique agrégée, suivie de l'Inde avec 13%, de la Russie et du Brésil à hauteur d'environ 7% chacun, et enfin de l'Afrique du Sud avec 3%.

En ce moment crucial, la force de cette alliance réside avant tout dans le partenariat entre la Chine, première nation commerciale du monde et la Russie, premier fournisseur mondial d'énergie. Alors que l'Inde est d'ores et déjà l'une des principales puissances exportatrices de ressources naturelles et de céréales, le Brésil renforce sa position d'acteur global dans l'agroalimentaire et l'Afrique du Sud est en passe de se positionner comme une nation-clé dans la fourniture de métaux et de minéraux aux applications technologiques de grande envergure.

L'adhésion de l'Argentine aux BRICS, soutenue principalement par l'Inde, la Russie et la Chine (cette dernière assurant actuellement la présidence de ce groupe de pays),

repose sur sa capacité à fournir des produits agroalimentaires tels le soja et les céréales, ainsi que des ressources naturelles stratégiques: gaz naturel, gaz de schiste, différentes sortes de minéraux et surtout du lithium, un métal de plus en plus demandé. En outre, l'Argentine dispose d'un potentiel scientifique hautement qualifié qui englobe en particulier une spécialisation en biotechnologie et des technologies logistiques appliquées.

L'Argentine n'a toutefois pas été le seul pays désireux de se joindre aux BRICS ces dernières années: il y aurait actuellement une vingtaine de nations de tous les continents dont les gouvernements demanderaient leur adhésion. Et contrairement à l'idée reçue selon laquelle seuls les gouvernements sympathisants de l'axe Moscou-Pékin souhaiteraient leur adhésion, il suffit de comparer les diverses orientations de certains des gouvernements candidats, par exemple au Proche-Orient.

Dans cette optique, en plus de l'Iran, certains gouvernements membres de l'OTAN se sont prononcés en faveur de cette adhésion, comme la Turquie, ainsi que des pays historiquement alliés des Etats-Unis, notamment l'Arabie saoudite et, plus récemment, l'Egypte et même les Emirats arabes unis, l'un des protagonistes des *Accords d'Abraham* signés à Washington en 2020.¹

La force d'attraction exercée aujourd'hui par les BRICS menace de transcender les alliances traditionnelles et même les rivalités historiques, par exemple celles qui sont toujours d'actualité entre plusieurs pays du Moyen-Orient. Par conséquent, il ne serait pas si étonnant que l'élargissement de ce bloc contribue à réécrire une grande partie des relations internationales au travers desquelles les Etats-Unis ont façonné la carte géopolitique de la majeure partie du monde au cours de ces trente dernières années.

Les BRICS ne sont plus ce groupe de pays émergents, lancé en 2006 et fondé en 2009 en réaction à la crise financière qui avait éclaté un an plus tôt aux Etats-Unis, avant de se propager rapidement à l'ensemble du globe. Aujourd'hui, les BRICS prônent un modèle de développement remettant en question les valeurs fondamentales du capitalisme néolibéral.

Les BRICS préconisent ainsi aujourd'hui un modèle de développement basé sur la coopération Sud-Sud et l'établissement exponentiel de liens entre pays aux économies complémentaires et aux objectifs économiques, politiques et sociaux similaires.

Pour cette raison, que la FAO a reconvenue, l'un des objectifs les plus ambitieux de ce bloc est de jouer un rôle de premier plan dans la politique d'éradication de la faim et de la pauvreté d'ici 2030, grâce à la production commune de plus d'un tiers des céréales mondiales.

Bien que les BRICS aient connu, depuis la création de leur alliance, plusieurs passes difficiles, marquées par la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis et par les conséquences économiques et sociales de la pandémie du Covid-19, l'actuelle crise en Ukraine constitue cependant le principal défi à leur survie.

Cependant, les sanctions prises par les Etats-Unis et les gouvernements de l'OTAN à l'encontre de la Russie, les restrictions qui en ont résulté, ainsi que la nécessité d'y trouver des solutions ont eu pour conséquence directe le renforcement des liens entre partenaires du bloc, lequel s'est projeté dans l'avenir sur la base de propositions concrètes et d'initiatives à long terme.

L'admission de l'Argentine au sein des BRICS adviendrait donc au milieu de la faille progressive du système financier international, qui montre déjà des signes évidents d'usure et qui est devenu incontrôlable en rai-

son de la faiblesse croissante du dollar, de la menace d'une inflation entretenue par l'expansion de la masse monétaire et d'un déficit budgétaire qui, selon le *Congressional Budget Office* américain, devrait dépasser les 1 000 milliards de dollars en 2022.

En ce sens, le projet le plus ambitieux, porté notamment par la Russie et la Chine, vise précisément à une sortie du dollar comme élément central de toute souveraineté, afin de protéger les moyens de production essentiels contre l'hégémonie des Etats-Unis et leur politique de perpétuel asservissement économique.

En agissant de la sorte, les BRICS ne font qu'anticiper un processus que de nombreux analystes politiques et économiques considèrent comme irréversible. L'introduction d'une ligne différenciée de devises en tant qu'alternative au dollar contribuera à construire un monde multipolaire, tout en apportant la sécurité aux pays qui composent ce bloc en expansion, sans conditions imposées de l'extérieur, et qui plus est, sans aucune sorte de chantage.

Aujourd'hui, les BRICS suscitent à nouveau l'espoir de créer dans le monde des rapports de force plus équilibrés, au sein desquels des puissances apparemment invincibles pourraient trouver leurs limites et leurs contraintes. Le démantèlement du néolibéralisme et de ses pires conséquences, la faim et la misère pour des millions de personnes à travers le monde, pourrait devenir une réalité dans les décennies à venir. L'adhésion prochaine de l'Argentine à ce bloc est donc incontestablement une bonne nouvelle.

¹ «Traité de paix, de relations diplomatiques et de normalisation complète entre Israël, les Emirats arabes unis (EAU) et Bahreïn» du 15/09/20 signé à Washington DC.

Les Etats du non-Occident consolident leur partenariat

par Patrick Lawrence



(photo mad)

Patrick Lawrence, de longue date correspondant à l'étranger, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Titre de son dernier livre: «Time No Longer: Americans after the American century». Yale 2013. Sur Twitter, Lawrence était accessible sous @thefloutist avant d'être censuré sans commentaire. Patrick Lawrence est accessible sur son site web: patricklawrence.us. Soutenez son travail en consultant [patreon.com/thefloutist](https://www.patreon.com/thefloutist).

Les nations qui représentent plus de 80% de la population mondiale et autant ou à peu près du produit intérieur brut mondial sont tout à fait capables de se rendre compte des provocations lourdes de sous-entendus du gouvernement Biden et ne les apprécient pas. Evénement d'une importance capitale, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole - désormais connue sous le nom d'OPEP-Plus, en y incluant la Fédération de Russie - s'est récemment réunie à Vienne pour sa première session plénière depuis 2020. Si on se base uniquement sur les nouvelles publiées dans les médias sous contrôle, on n'est pas forcément au courant de ces derniers développements.

Le monde vient donc de prendre un tournant significatif et d'entrer dans le 21^{ème} siècle. Donc, tenons-nous au courant, et laissons ceux qui se refusent à le reconnaître à leurs propres affaires.

Biden, dont l'esprit est apparemment incapable d'appréhender la nouvelle ère qui se profile, étant lui-même indifférent aux intérêts et aux aspirations d'autrui, s'est empressé de semer la pagaille au maximum. La semaine dernière, il a menacé l'Arabie saoudite, qui copréside l'OPEP-Plus avec la Fédération de Russie, de «conséquences» en rapport avec ce qui s'est déroulé à Vienne. C'est ce que font les impérialistes lorsque leur primauté est menacée - ce faisant, ils stimulent justement les courants de l'histoire qu'ils étaient résolus à perturber.

La décision de l'OPEP+, un problème d'envergure

Comme on le signale un peu partout, l'OPEP-Plus a décidé de réduire la production de pétrole des nations membres de deux millions de barils par jour à partir du mois prochain. Il se peut que cette réduction se limite en fait à la moitié de ce chiffre, car de nombreux membres de l'OPEP-Plus - le Nigéria, par exemple - n'ont de toute façon pas atteint leurs quotas. Mais les prix du carburant à la pompe augmentent déjà, et nous le constaterons bientôt dans nos stations-service. L'augmentation du prix au détail risque de compliquer le sort politique de l'administration Biden et des démocrates du Capitole, juste à l'approche des élections de mi-mandat. Bref, un problème massif.

Toutefois, cela ne traduit même pas la moitié de ce qui s'est passé à Vienne il y a deux semaines. L'Arabie saoudite, depuis longtemps le moteur de l'OPEP, a effectivement déclaré que sa longue histoire de soumission à Washington, au travers de laquelle elle troquait sa production de pétrole contre des garanties de sécurité, était en voie de disparition. L'un des alliés fondamentaux de Washington au Moyen-Orient, Israël étant l'autre, vient de franchir une étape majeure vers le rapprochement des nations non occidentales en un bloc cohérent agissant selon ses propres intérêts.

Le nouvel ordre mondial se profile

C'est bien plus qu'un sacré problème. C'est ce qui va nous rapprocher considérablement du nouvel ordre mondial dont la Russie et la Chine, les deux nations non occidentales les plus influentes, discourent depuis plusieurs années et notamment depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Biden en janvier 2021. En l'espace de quelques mois,

«J'affirme depuis des années, au risque de me répéter, que la parité entre l'Occident et le non-Occident est un impératif du 21^e siècle - un impératif inévitable, que cela soit voulu ou non par qui que ce soit.»

Pékin et Moscou sont parvenus à la conclusion qu'il était impossible de donner un sens à une nation qui, alors même que sa puissance décline, n'a aucunement l'intention de collaborer avec eux sur un pied d'égalité, dans un souci de mutuel intérêt. Depuis lors, de nombreux autres pays n'ont pas hésité à détecter dans quelle direction soufflait le vent.

La crise ukrainienne a fait l'effet d'une décharge électrique dans ce contexte géopolitique. Les nations qui représentent plus de 80% de la population mondiale et autant ou à peu près du produit intérieur brut mondial sont tout à fait capables de se rendre compte des provocations lourdes de sous-entendus du gouvernement Biden et ne les apprécient pas.

Des partenariats qui se situent juste en deçà des alliances - un terme de diplomatie impliquant des obligations explicites en matière de défense mutuelle - se sont multipliés si rapidement depuis que Joe Biden a pris ses fonctions qu'il est difficile d'en garder la trace. La relation «sans limites» de la Russie avec la Chine en est le premier exemple. La Russie a récemment consolidé ses liens de coopération avec l'Iran, tout comme la Chine d'ailleurs. L'Iran et le Venezuela, la Chine et Cuba, la Chine et le Nicaragua - la liste s'allonge. Pendant que nous avons cette conversation, Moscou et Pékin ont développé des partenariats de divers types en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

Mais ces pays, il est facile de s'en rendre compte, se trouvent dans l'ensemble au-delà des poteaux-frontières de Washington: Autrement dit, les clans politiques les considèrent comme des ennemis. Chacun des pays que nous venons de citer est actuellement soumis à des sanctions américaines. Entre parenthèses, je me demande ce qui se produira lorsque la plupart des pays du monde autres que ceux de l'Anglosphère et de l'Europe occidentale se verront ainsi condamnés, mais cela est une autre histoire.

Il faut discerner les faits

Lorsque Vladimir Poutine et Narendra Modi se sont rencontrés à New Delhi en décembre dernier, le président russe et le Premier ministre indien ont supervisé la signature de 28 - pas moins - accords de coopération dans tous les domaines: investissements, transfert de technologies, énergie, défense. Il convient de mentionner l'intention de l'Inde d'acheter une copie du système de défense antimissile russe S-400, ce qui, chaque qu'un pays fait ce genre d'achat, représente un caillou de plus dans le soulier de Washington.

Depuis lors, la Turquie a émis de nombreux signaux qui montrent que, indépendamment de son appartenance à l'OTAN, elle est de plus en plus encline à s'allier à des nations non occidentales. Elle a participé en tant qu'observateur au récent sommet de l'Union économique eurasiatique à Samarkand. Il est question pour elle d'adhérer au mini-bloc des BRICS, qui comprend désormais le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. L'Égypte, sous la férule de son président retors, Abdel Fattah el-Sissi, et l'Argentine d'Alberto Fernández le bien-pensant, ont également manifesté l'intention de demander leur adhésion.

L'Inde, la Turquie, l'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Égypte: ce ne sont pas des pays que Washington se plaît à qualifier de parias, de voyous, de parias ou d'autocraties dirigées par des «voyous» - épithète favorite de Biden - même si certains d'entre eux le méritent. Cela change la physionomie du processus que je décris. Nous parlons maintenant de pays que

les Etats-Unis considèrent comme leurs amis sous une forme ou une autre.

A cet égard, il faut souligner un aspect essentiel. Les clans politiques et les laquais des médias qui sont à leur service adorent présenter le bloc non-occidental en pleine expansion comme anti-américain, mû par la haine, l'envie ou tout ce que ces gens peuvent imaginer de mauvais. Les comptes rendus de la réunion de l'OPEP-Plus indiquent que les Saoudiens se sont «rangés aux côtés de la Russie» contre les Etats-Unis. «Furieux de la décision du royaume de s'allier à la Russie», a rapporté le *New York Times* la semaine dernière, «le président Biden a indiqué qu'il était ouvert à la prise de mesures de rétorsion».

Chers lecteurs, comment faut-il qualifier cela? C'est soit de l'aveuglement, soit du narcissisme, soit les deux, et je penche en faveur de ce dernier. Alors que les non-Occidentaux se rassemblent pour défendre la cause de l'action constructive, du bénéfice mutuel et de (ne pas l'oublier) la non-ingérence, la seule chose à laquelle ils sont opposés est le désordre mondial, et les seuls pays auxquels ils s'opposent sont ceux qui justement sont responsables de ce désordre.

L'Arabie saoudite a agi de son propre chef

Et maintenant, parlons de l'Arabie Saoudite. Il s'agit là encore d'un pays que vous ne voudriez pas ramener à la maison pour le présenter à votre mère, mais Washington a eu, en dehors de l'Occident, peu d'amis plus proches que Riyad depuis le début des années 1930, lorsque l'administration Roosevelt et la dynastie des Saoud ont conclu l'accord «pétrole contre sécurité» (et que la *Standard Oil* de Californie a obtenu une concession de forage). C'est donc à cette vieille fête entre amis que les Saoudiens - qui envisagent également, ne nous y trompons pas, d'adhérer aux BRICS - semblent avoir décidé de ne plus prendre part depuis la semaine dernière.

La presse occidentale a fait grand cas de la présence à Vienne d'Alexander Novak, vice-premier ministre à Moscou, qui aurait fait des pieds et des mains avant la décision de l'OPEP-Plus de réduire les quotas de production. Mais l'idée que ces Rrrrrrusses ont fait passer la réduction de la production par la force n'est rien d'autre qu'une réaction épidermique face à une réalité que Washington a du mal à supporter. Les Saoudiens ont agi de leur plein gré, purement et simplement. Mohammed bin Salmane (MbS), le prince héritier et le dirigeant de facto du royaume, est une personne aux multiples facettes, et l'un d'entre eux est un homme libre d'esprit (pour le meilleur et pour le pire). Le prince Abdulaziz ben Salman, le ministre saoudien du pétrole, est le demi-frère de MbS.

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles Riyad, en tant que coprésident de l'OPEP-Plus, a pris la décision qu'il a prise. Son intention déclarée est de maintenir les prix alors que le monde se dirige vers une chute brutale de la demande en pétrole en raison du ralentissement de la croissance et de la hausse de l'inflation - le syndrome de stagflation - que le régime de sanctions des Etats-Unis contre la Russie impose au monde entier.

Il y a aussi le plafonnement des prix que Washington propose d'imposer aux exportations de pétrole russe - l'une des idées les plus stupides, parmi tant d'autres, qui aient été émises par les élites politiques américaines depuis des décennies. Depuis quand l'acheteur

dicte-t-il au vendeur le prix des marchandises? Dites voir un peu? Cette idée n'a pratiquement aucune chance de fonctionner, mais MbS se pose très certainement la question suivante: Si en 2022 les Américains plafonnent le prix du pétrole russe, dans combien de temps vont-ils s'en prendre à nous?

Le problème avec Biden

Il y a aussi le problème que pose Joe Biden - celui qui a dit: «Personne n'emmerde un Biden» (un président bien élevé, non?). Je n'arrive pas à décider s'il est un Schlemihl ou un Schlimazel - comme l'explique un ami parlant yiddish, le type qui renverse une bouteille de vin à table ou l'homme sur les genoux duquel le vin se répand. Soit: un crétin ou un pauvre type. Après avoir suivi le parcours de Joe pendant ses années au Sénat et ses pas, ces deux ans à la Maison Blanche, je capitule: Il peut tout à fait être les deux.

Pendant sa campagne de 2020, Biden a qualifié l'Arabie saoudite de paria pour calmer sa galerie de chochottes progressistes qui s'excitaient sur la guerre au Yémen, mais sans avoir l'intention de réduire le soutien des Etats-Unis à ce pays. Lorsque les choses se sont envenimées à la suite des sanctions contre la Russie, notre président s'est rendu à Djeddah, a tendu le poing à MbS à son arrivée au sommet manifestement éprouvant, et a apparemment pensé que tout se passerait bien du côté de la production de pétrole. Avant la session de l'OPEP-Plus, des représentants du gouvernement se sont rendus à Riyad et ont pratiquement supplié MbS de ne pas annoncer de réduction de la production, ou d'attendre au moins jusqu'après les élections de mi-mandat.

Comme on fait son lit, on se couche - et c'est dans ce lit que notre Joe et les crétins patentés qui dirigent la politique étrangère américaine se sont couchés - et nous avec. Une fois de plus, le natif de Scranton prouve ce qu'il a toujours été, un politicien provincial qui pense pouvoir vendre sa poudre de perlimpinpin dans le monde entier, tout comme il l'a si longtemps fait dans le Delaware, sans avoir jamais eu la moindre idée de ce qu'était l'art de gouverner.

Le monde bouge

Je ne doute pas que le mépris de MbS pour un clown aux capacités mentales en diminution lui a permis de réagir plus facilement à l'encontre de ce que voulaient les Etats-Unis et plus particulièrement la Maison Blanche de Biden. A mon avis, il a en fait rejoint les Russes et les Chinois en constatant qu'il était tout simplement impossible de travailler avec ce genre de régime irresponsable. Mais les Saoudiens ne semblent pas plus enclins à élaborer une stratégie politique par dépit ou par mépris que ne le serait n'importe quel autre pays du bloc non-occidental. Riyad a agi dans son propre intérêt, comme il l'entendait.

Interrogé après l'une des sessions lors d'une conférence de presse ce qui avait motivé - était-ce un acte d'agression? - la décision de l'OPEP-Plus, le prince Abdul Aziz, ministre saoudien du pétrole, a répondu: «Mais où donc voyez-vous un acte agressif?»

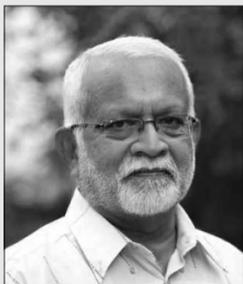
Tout juste. Je te parie une bière (comme a dit l'un de mes rédacteurs) que c'était un journaliste américain qui a posé la question: Il faut vraiment être américain pour interpréter les événements avec un tel degré d'égoïsme, comme si le monde tournait autour de Washington de la même manière que Ptolémée pensait que le soleil et toutes les planètes tournaient autour de la terre. «Les Saoudiens se sont alliés à la Russie» n'est rien d'autre qu'une variation sur le thème de Ptolémée, une répétition du binaire «vous êtes avec nous ou contre nous» de Bush II - que beaucoup d'entre nous ont ridiculisé à l'époque mais que nous considérons aujourd'hui comme une façon parfaitement rationnelle de se répartir le monde.

Soyons clairs, l'idéologie n'a rien à voir avec la décision de l'OPEP-Plus et n'a rien à voir non plus avec le rassemblement des pays non occidentaux en une espèce de réseau indéterminé de partenariats. L'intérêt personnel avisé - cette vieille expression remplacée dans un nouveau contexte - est le moteur de cette évolution des affaires mondiales.

«C'est bien plus qu'un sacré problème. [...] En l'espace de quelques mois, Pékin et Moscou sont parvenus à la conclusion qu'il était impossible de donner un sens à une nation qui, alors même que sa puissance décline, n'a aucunement l'intention de collaborer avec eux sur un pied d'égalité, dans un souci de mutuel intérêt. Depuis lors, de nombreux autres pays n'ont pas hésité à détecter dans quelle direction soufflait le vent.»

La décision de l'OPEP comporte des risques pour la présidence Biden

par M.K. Bhadrakumar



M. K. Bhadrakumar
(photo mad)

M. K. Bhadrakumar a travaillé pendant trois décennies comme diplomate de carrière au service du Ministère indien des Affaires étrangères. Il a été, entre autre, ambassadeur en Union soviétique, au Pakistan, en Iran, en Afghanistan ainsi qu'en Corée du Sud, au Sri Lanka, en Allemagne et en Turquie. Ses articles traitent principalement de la politique étrangère indienne et des événements au Moyen-Orient, en Eurasie, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie pacifique. Son blog s'appelle «Indian Punchline»

La version officielle hâtivement mise en place par l'administration Biden tend à faire passer la récente décision de l'OPEP de réduire la production de pétrole de deux millions de tonnes pour un «alignement» géopolitique de l'Arabie saoudite et de la Russie. Ce discours exploite la russophobie actuellement en vogue dans le microcosme de Washington DC et tente de détourner l'attention de l'échec humiliant que vient d'essayer la diplomatie personnelle du président Biden de la part de l'Arabie saoudite. Mais ceci n'est pas non plus dénué de tout fondement.

La politique étrangère, jusque là réputée comme étant le grand atout de Biden, est en train de se retourner contre lui. Une issue politique peu glorieuse n'est dès lors plus à exclure pour lui; comme pour Jimmy Carter, le Moyen-Orient pourrait devenir le cimetière de sa réputation si soigneusement entretenue.

Les événements en cours prennent une ampleur tout simplement stupéfiante. Biden s'est rendu compte tardivement que les conquêtes territoriales en Ukraine ne sont pas le véritable enjeu, mais qu'il s'agit d'une guerre économique et, au sein de celle-ci, de la guerre de l'énergie qui couve depuis huit mois suite aux sanctions occidentales prises à l'encontre de la Russie.

Décisive: la guerre de l'énergie et de l'économie!

Le paradoxe est que, même si Zelensky gagne la guerre, Biden, lui, l'aura perdue, à moins qu'il ne remporte la guerre de l'énergie et ensuite, la guerre économique. Vladimir Poutine avait envisagé ce genre de scénario dès 2016 lorsque, en marge du sommet du G20 de Hangzhou, un séduisant projet d'OPEP+ s'est cristallisé entre lui et Mohammed bin Salmane (MbS), alors vice-prince héritier saoudien.

A l'époque, j'avais écrit qu'une entente entre la Russie et l'OPEP a le potentiel de transformer complètement les alignements géopoliti-

tiques au Moyen-Orient... Ce changement ne peut qu'avoir un impact sur le recyclage des pétrodollars, qui a historiquement constitué un pilier robuste du système financier occidental. En termes stratégiques aussi, la tentative de Washington d'isoler la Russie perd de son efficacité. C'était il y a six ans (voir «Pay heed to the butterfly effect of Putin-Salman oil deal in Hangzhou», Asia Times, 7 septembre 2016).

Biden se retrouve aujourd'hui au milieu d'un tas de ruines hétéroclites. Il ne s'est pas rendu compte que l'offensive russe en Ukraine a eu ses aspects particuliers parce que Poutine se concentrait sur la guerre économique et la guerre de l'énergie, qui détermineront toutes deux l'avenir de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis, dont le dollar est la monnaie de réserve.

C'est justement au début des années 1970 que l'Arabie saoudite a accepté que le prix du pétrole soit fixé en dollars et que le pétrole, la matière première la plus échangée au monde, fasse l'objet d'échanges internationaux en dollars, ce qui dans la pratique, impliquait que tous les pays de la planète devaient détenir des réserves en dollars pour pouvoir en acheter. Bien entendu, les Etats-Unis se sont réciproquement engagés à ce que le libre accès au dollar soit garanti pour tous les pays.

Cette assurance s'est toutefois révélée factice à la suite de l'utilisation rampante du dollar en tant qu'arme de rétorsion et des manœuvres aberrantes des Etats-Unis pour faire main basse sur les réserves en dollars d'autres pays. Il n'est pas surprenant que Poutine ait insisté sur la nécessité de créer une monnaie de réserve alternative au dollar, ce qui trouve un certain écho dans l'opinion mondiale.

Encore des sanctions?

Tout porte à croire que la Maison Blanche, au lieu de faire preuve d'introspection, envisage de nouvelles formes de sanctions à l'égard de l'Arabie saoudite et de la Russie. S'il est difficile de «sanctionner» la Russie puisque les Etats-Unis semblent avoir déjà épuisé toutes les options, Biden pense probablement que les Etats-Unis tiennent l'Arabie saoudite à la gorge: ils sont en effet ceux qui lui fournissent l'armement, qui ont la garde des énormes réserves de devises et des investissements saoudiens et qui sont les mentors des élites saoudiennes.

Brian Deese, le directeur du Conseil économique national, a déclaré ce jeudi aux journalistes: «Je veux être clair sur ce point (la réduction de la production de l'OPEP), le président a ordonné que nous gardions toutes les options sur la table et cela ne changera pas.» Plus tôt dans la journée de jeudi, Biden avait lui-même déclaré aux journalistes que la Maison Blanche «envisageait d'autres solutions».

Ni Biden ni Deese n'ont explicitement défini quelles pourraient être ces «alternatives», si ce n'est qu'ils ont ainsi réaffirmé leur aptitude à puiser dans les réserves stratégiques de pétrole, à faire pression sur les compagnies énergétiques pour réduire les prix à la consommation et à travailler avec le Congrès pour envisager des options législatives.

point de transit pour acheminer les engrais russes vers ceux des pays moins développés qui en ont le plus besoin. A propos de ces questions, voici les conclusions qu'Erdoğan, toujours soucieux de paraître influent sur la scène internationale, a tirées lors de son entretien avec Poutine:

«Nous pouvons travailler ensemble parce que nous nous préoccupons davantage des pays pauvres que des pays riches. C'est comme cela que nous devons voir les choses, et si nous le faisons, nous pourrions opérer de grands changements – faire pencher la balance en faveur des pays pauvres. La Turquie et la Russie sont solidaires. Je sais que certaines mesures que nous prenons vont inquiéter certains groupes et certains pays, mais nous sommes pleinement déterminés. Nos organismes compétents, nos collègues [dans nos ministères], établiront des contacts et renforceront leurs relations».

Vous voyez à présent ce que je veux dire à propos de la direction dans laquelle le vent

Il s'agit d'un camouflet en matière de politique étrangère pour M. Biden, qui doit répondre du ridicule de son voyage en Arabie saoudite en juillet, lequel a été critiqué tant par les démocrates que par les républicains. Les élites politiques américaines estiment que la décision de l'OPEP constitue une manœuvre saoudienne ciblée visant à affaiblir Biden et les démocrates avant les élections de novembre. Cela les rend furieux.

Changement d'image de la sécurité au Moyen-Orient

Potentiellement, cette décision pourrait avoir un impact au-delà des relations américano-saoudiennes et pourrait modifier l'image en matière de sécurité du Moyen-Orient comme jamais auparavant depuis la révolution islamique iranienne de 1979.

D'ores et déjà, la *Shanghai Cooperation Organisation* se déplace vers le Moyen-Orient: elle a déjà accueilli l'Iran, tandis que l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, le Qatar, Bahreïn, le Koweït et l'Egypte ont obtenu le statut de partenaires de dialogue, la Turquie envisageant de devenir membre à part entière. En termes plus généraux de désengagement du dollar, le sommet de l'OCS à Samarkand a établi une feuille de route visant à augmenter progressivement la part des monnaies nationales dans les règlements bilatéraux, ce qui témoigne du sérieux de ses intentions.

L'industrie américaine de la défense, qui entretient des liens étroits avec l'administration Biden, va bien sûr résister vigoureusement à toute tentative de démanteler ses activités en Arabie saoudite. Mais Washington pourrait envisager une forme de changement de régime à Riyad. Le prince Salmane a déclaré que «peu lui importait» d'être mal compris par Biden. Entre eux deux, l'affection ne règne pas. Le fait est qu'il ne s'agit pas là seulement d'un simple contretemps.

Le changement de régime est-il devenu obsolète?

Une révolution de couleur est peu probable, mais un putsch interne au palais pour bloquer la succession de MbS reste de l'ordre du possible. Pourtant, c'est là une manœuvre risquée, car un putsch n'a pas de grandes chances de réussite, et même s'il y parvenait, le régime qui lui succéderait aura-t-il une légitimité régionale et sera-t-il capable de prendre le contrôle du pays? Tout cela pourrait déboucher sur un chaos semblable à celui de l'Irak post-Saddam. Les conséquences pourraient en être désastreuses pour la stabilité du marché pétrolier et entraîner une déstabilisation de l'économie mondiale. Elles pourraient aussi conduire à la montée en puissance des groupes islamistes.

Ce qui irrite Biden, c'est que son dernier atout pour faire baisser les considérables revenus pétroliers de la Russie sans déprimer l'offre par un «plafonnement des prix» est devenu en réalité un casse-tête bien plus difficile à résoudre. D'où la fureur de M. Biden, qui estime que les Saoudiens se sont «rangés» aux côtés de la Russie, laquelle va non seulement bénéficier de la hausse des prix du pétrole en prévision d'un plafonnement des

prix, mais aussi – dans le cas où la Russie serait appelée à vendre du pétrole au rabais – bénéficier d'une réduction à un niveau de prix plus élevé!

Comme le dit le «Financial Times», «il est peu probable que le royaume saoudien et ses alliés du Golfe tournent le dos à la Russie. Les Etats du Golfe ne se sont pas prononcés contre l'invasion de l'Ukraine, et rapprocher la Russie du giron de l'OPEP a toujours été un objectif à long terme.»

La confiscation des réserves russes a un effet boomerang

Le fond du problème est que ce que Biden a fait à la Russie en s'emparant des réserves en devises de ce pays ne peut qu'inquiéter les Saoudiens et les autres régimes du Golfe. Ils considèrent que le dernier projet de «plafonnement des prix» contre la Russie crée un dangereux précédent qui pourrait un jour conduire à une tentative des Etats-Unis de contrôler les prix du pétrole, voire à une attaque directe contre l'industrie pétrolière.

Autant dire que pour les trois ou quatre années à venir, la Russie ne peut pas être acculée, du moins tant que la situation sera aussi tendue. La décision de l'OPEP+ devrait avantager la Russie de diverses manières. Elle stimulera les recettes pétrolières de la Russie à l'approche de l'hiver, période pendant laquelle la demande d'énergie russe en provenance d'Europe est généralement en augmentation – et en fait, aidera la Russie à conserver ses parts de marché même si sa production baisse en termes absolus.

La Russie en profitera

Ironiquement, Moscou n'aura pas à réduire sa production d'un seul baril, car elle produit déjà bien en dessous de l'objectif convenu avec l'OPEP, tout en bénéficiant de la hausse du prix du pétrole. En fait, la réduction de 2 millions de barils sera réalisée principalement par les producteurs du Golfe de l'OPEP, à savoir l'Arabie saoudite (-520 000 bpj), l'Irak (-220 000 bpj), les Emirats arabes unis (-150 000 bpj) et le Koweït (-135 000 bpj).

N'est-il pas étonnant que les compagnies pétrolières russes profitent de la hausse des prix tout en maintenant leur production à un niveau stable? Et cela, juste au moment où la Banque centrale de Moscou aura probablement plus que récupéré les 300 milliards de dollars de réserves déjà gelés par les banques centrales occidentales au début de la guerre en Ukraine.

En réalité, l'Arabie saoudite et les autres Etats du Golfe participant à l'OPEP+ se sont effectivement rangés dans le camp du Kremlin, ce qui permet à la Russie de renflouer ses coffres et de limiter l'impact des sanctions occidentales. Les implications en sont considérables – de la guerre en Ukraine aux futures relations entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, et jusqu'à, bien sûr, l'émergence d'un ordre mondial multipolaire. •

Source: <https://www.indianpunchline.com/opecs-body-blow-to-biden-presidency/> du 8/10/22

(Traduction Horizons et débats)

«Les Etats du Non-ouest ...» suite de la page 3

J'affirme depuis des années, au risque de me répéter, que la parité entre l'Occident et le non-Occident est un impératif du 21^e siècle – un impératif inévitable, que cela soit voulu ou non par qui que ce soit. Ce qui s'est passé à Vienne au début du mois nous offre une illustration de la manière dont cette évolution va se dérouler.

La Russie et la Turquie envisagent un accord de distribution de gaz et d'engrais russes

A la fin de la semaine dernière, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdoğan se sont rencontrés à Astana, la capitale du Kazakhstan. En deux mois, c'était la seconde rencontre des présidents russe et turc. Dans la foulée, Poutine a proposé de faire de la Turquie une plaque tournante énergétique pour la distribution du gaz russe, maintenant que les gazoducs Nord Stream I et II reliant la Russie à l'Europe sont hors service. Erdoğan a également fait valoir que la Turquie peut servir de

souffle? Ce que je veux dire à propos de la convergence des pays non-occidentaux?

Il serait intéressant de voir comment tout cela va évoluer maintenant que les Saoudiens se sont joints à la fête et ont mis une certaine distance entre eux et les Américains. On ne peut guère s'attendre à une rupture brutale de relations. Ces gens semblent simplement se libérer d'une étreinte qui les étouffe, comme un ambassadeur britannique a un jour décrit l'évolution des relations du Japon avec les Etats-Unis.

La sortie du dollar toujours plus proche

Une dernière remarque au sujet des BRICS et de l'intérêt apparent des Saoudiens à y adhérer. Il est de notoriété publique que, dans sa composition actuelle, le groupe travaille à l'élaboration d'un système de devises destiné à servir d'alternative au dollar dans le commerce international. Cela aussi a l'air d'être un très gros problème en gestation.

Depuis qu'en 1945, les Saoudiens ont accepté que le prix du pétrole soit fixé en dollars, le marché pétrolier a été absolument essentiel à la suprématie de la devise amé-

ricaine en tant que monnaie de réserve – ce qui a, à son tour, été la clé de la promotion de l'hégémonie américaine par Washington.

Et maintenant? Des amis spécialistes des marchés avaient l'habitude de me dire que la sortie du dollar, bien qu'inévitable à long terme, ne se produirait pas de mon vivant. Je n'en entends plus beaucoup parler. Ce qui, il y a seulement quelques années, semblait être une perspective lointaine, paraît à présent plus proche d'année en année. Peu importe le nombre de coups de poing donnés sur la table par Washington: En règle générale, ils n'empêchent pas la roue de l'histoire de tourner, comme l'a appris Biden à ses dépens. •

¹ Dans la variété américaine du XIX^e siècle, on désignait par *Peanut Gallery* les rangs les moins chers ou les plus reculés; aujourd'hui, on appelle également ainsi les interpellateurs et les critiques qui critiquent une cause dans laquelle ils sont incultes ou uniformisés.

² Substance présentée comme un remède miracle pour toutes sortes de choses, mais qui n'a pratiquement aucun effet.

Source: [scheerpost.com](https://www.scheerpost.com) du 16/10/22

(Traduction Horizons et débats)

Le rapport du DDPS vise «la nouvelle échelle de la coopération suisse avec l'OTAN»

Faire sombrer la neutralité de la Suisse? – pas avec notre accord!

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le changement de nom de la neutralité suisse en «neutralité coopérative», prévu par le Département des affaires étrangères (DFAE) du conseiller fédéral Ignazio Cassis, n'a pas été bien accueilli par l'ensemble du Conseil fédéral. Pour des raisons purement tactiques, semble-t-il. Selon la télévision suisse alémanique, on ne veut pas «soulever de la poussière dans cette situation géopolitique délicate», et ceci pour éviter, à tout prix, toute action qui puisse ouvrir la voie à l'initiative sur la neutralité dont la récolte de signatures débutera prochainement: «Si le Conseil fédéral assouplissait maintenant très officiellement la politique de neutralité, ce serait du pain béni pour le camp adverse, c'est-à-dire pour les initiants.»¹ Le fait que les citoyennes et citoyens faisant usage de leurs droits de démocratie directe soient considérés, par la classe politique, comme le «camp adverse» est l'un des phénomènes inacceptables des temps récents. M. Franz Grüter, conseiller national (UDC,) et M^{me} Priska Seiler Graf (PS), conseillère nationale, font contrepoids à de telles tentatives en insistant, sur les principes de la neutralité et de la démocratie directe.

Pour minimiser le fait que le Conseil fédéral a pratiquement supprimé la neutralité suisse depuis six mois, il enferme certes le rapport de Cassis sur la neutralité dans un tiroir, mais poursuit son objectif d'intégration de notre pays dans l'OTAN/UE par un autre biais: au travers du rapport sur la sécurité du Département de

la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), dont la conseillère fédérale, Mme. Viola Amherd, a également présenté sa nouvelle version début septembre.²

«Nouvelle étape de la coopération avec l'OTAN» – véritable boîte de Pandore

Le rapport complémentaire pose la question, déplacée, de savoir si la conception suisse de la neutralité est encore d'actualité «pour tenir compte de l'équilibre entre la neutralité et la solidarité avec la communauté des valeurs occidentales» (p. 12, souligné mw.).

Cet exercice d'équilibre entrepris du DDPS, est détaillé de la sorte: «Au vu de la guerre en Ukraine, il est dans l'intérêt de la Suisse d'axer sa politique de sécurité et de défense sur la coopération avec ses partenaires de manière plus conséquente que jusqu'à présent». (p. 18) Comme si les turbos suisses de l'OTAN n'avaient pas œuvré infatigablement à l'association plus étroite de la Suisse avec l'OTAN bien avant février 2022, et même bien avant le putsch de Maidan en 2014! Voici en bref quelques-uns des projets les plus envahissants du programme du Conseil fédéral:

- Participation de l'armée suisse aux «exercices militaires de l'OTAN sur tout le spectre», y compris aux «exercices de défense commune» (p. 21).
- Invitation de troupes de l'OTAN à des exercices en Suisse (p. 21).

«L'OTAN pourrait vérifier, si besoin, l'interopérabilité et les capacités militaires des formations de l'armée en Suisse aussi». (p. 22)

– Participation de l'armée suisse au sein des formations spéciales OTAN d'intervention rapide, : «Cette participation devrait toutefois être conçue de manière à être compatible avec la neutralité [...]» (p. 22)

Il saute aux yeux qu'aucune de ces propositions n'est «compatible avec la neutralité»! Avec un tel programme, la phrase suivante, en guise de profession de foi mais prononcée du bout des lèvres, ne convainc guère non plus: «Une adhésion à l'OTAN, qui signifierait la fin de la neutralité, n'est pas une option pour la Suisse». (p.18) Le conseiller national Franz Grüter, président de la Commission de politique extérieure du Conseil national, qualifie de tels projets du Conseil fédéral de «politique malhonnête» (voir interview).

Intégration militaire dans l'UE?

Dans ce domaine, le rapport complémentaire du DDPS voit également des possibilités d'extension, par exemple la participation à des projets de coopération structurée permanente (*Permanent Structured Cooperation, PESCO*) (p. 23) ou la «formalisation» des consultations en matière de politique de sécurité avec l'UE (p. 24). Avons-nous là affaire à un nouvel accord bilatéral invitant Bruxelles de réitérer,

comme cela est devenu habituel, ces pressions sur la Suisse?

La tâche est ailleurs: contribuer à la paix et à la stabilité au-delà de nos frontières

Au moins un des auteurs du rapport complémentaire du DDPS s'est encore souvenu des véritables objectifs de la politique de sécurité suisse: «L'objectif supérieur de la politique de sécurité suisse reste inchangé: protéger la capacité d'action, l'autodétermination et l'intégrité de la Suisse et de sa population ainsi que leurs bases d'existence contre les menaces et les dangers et contribuer à la paix et à la stabilité au-delà de nos frontières». (p. 16) En nous intégrant dans les formations guerrières de l'OTAN et de l'UE, nous ne pouvons ni protéger la sécurité de la Suisse et de sa population ni apporter notre contribution à la paix mondiale. «Contribuer à la paix et à la stabilité au-delà des frontières» doit donc être replacé au centre de la politique étrangère suisse. Un tel but n'est accessible qu'en respectant le principe de neutralité. •

¹ Brändlin, Roger. «Bundesrat will nichts ändern an Neutralitätspolitik.» (Le Conseil fédéral ne veut rien changer à la politique de neutralité). dans: SRF News. Echo der Zeit du 07/09/2022

² Rapport complémentaire au Rapport sur la politique de sécurité 2021 sur les conséquences de la guerre en Ukraine. Rapport du Conseil fédéral de 2022 (provisoire)

«Depuis le 24 février, la Suisse s'est massivement affaiblie en matière de politique étrangère. Il est grand temps de définir plus clairement la notion de neutralité.»

Entretien avec le Conseiller national Franz Grüter, président de la Commission de politique étrangère du Conseil national



Franz Grüter
(photo mad)

Horizons et débats: Le Conseil fédéral n'a rien voulu entendre au sujet du rapport sur la neutralité, établi sur demande d'Ignazio Cassis. Or, dans le rapport complémentaire du Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)

au rapport sur la politique de sécurité 2021, il est question d'«un nouveau niveau de coopération avec l'OTAN», formule plus invasive encore que la «neutralité coopérative» avancée par le conseiller fédéral Cassis. Certes, le Conseil fédéral souligne également, dans ce rapport, qu'il n'est pas question d'adhérer à l'OTAN, ce qui serait contraire à la neutralité. Cela conduit directement à ma première question: Le programme de ce rapport complémentaire n'est-il pas une adhésion de fait à l'OTAN?

Franz Grüter: C'est un rapport malhonnête, accompagnant une politique malhonnête. Si

l'on était honnête, on devrait dire en effet que la manière dont la Suisse devra désormais collaborer avec l'OTAN, selon ces idées, n'est pas une adhésion formelle à l'OTAN, il est vrai, mais une adhésion de facto. L'armée suisse participerait à tous les exercices communs, on serait intégré dans cette alliance, on irait bien au-delà des dimensions de la collaboration actuelle, fixées dans le cadre du «Partenariat pour la paix». Tout cela signifierait que la Suisse y faisait plus ou moins partie, sans adhésion formelle. C'est pourquoi il faut, à mon avis, s'opposer de toutes nos forces à ces efforts. Car ils violent tout simplement notre neutralité.

C'est inquiétant! Il faut expliquer à l'opinion publique, le plus largement possible, ce que sont les intentions exactes et leur signification pour la Suisse. Quel est donc le sens pour la Suisse si nous nous retrouvons intégrés à l'OTAN, en matière de défense aussi, et comment nous perdrons notre indépendance. De plus cela est vraiment anticonstitutionnel!

L'OTAN pourrait venir en Suisse pour contrôler si nous respectons l'interopérabilité?

Actuellement déjà, lors de ses acquisitions, la Suisse veille à ce qu'elle utilise des technologies occidentales. De mon point de vue, il n'y a rien à reprocher à cela par principe, mais si l'on abuse de l'interopérabilité comme prélude à une adhésion à l'OTAN, alors c'est extrêmement malhonnête. Et comme cette étape préliminaire déjà est contraire à la Constitution, je suis d'avis qu'il faudrait la soumettre au peuple. Car une chose est exclue: faire passer par la petite porte une pseudo-adhésion se révélant être l'adhésion tout court.

De quelles possibilités le Parlement dispose-t-il pour s'opposer à ce rapport complémentaire? Quels moyens s'offrent à ceux qui s'y opposent. Ou faut-il attendre et concentrer les forces à plus tard quand on aura affaire à des projets d'actes législatifs correspondants?

Traditionnellement, les rapports du Conseil fédéral arrivent toujours au Parlement, le Conseil fédéral les présente, et cela se passe, naturellement, que le Parlement dise non, nous ne voulons pas de cela, et qu'il rejette un rapport. Dans ce cas, le Parlement approuvera probablement le rapport du DDPS, car sa majorité est actuellement très proche de cette alliance. Nous avons en effet entendu le président du PLR [Parti libéral-radical] dire en public que nous devons nous rapprocher beaucoup plus de l'OTAN. Quant à nous, à

l'UDC (Union démocratique du centre), nous serons probablement les seuls à nous y opposer. Si le Parlement dit oui à ce pas et que le Conseil fédéral prévoit une loi, il devra la soumettre au Parlement, puis il faudra envisager de lancer le référendum. Ce n'est pas encore sur la table, ce n'est pas encore un projet, un projet de loi, mais ce rapport en signale l'étape préliminaire qui a été mise en route.

Le Center for Security Studies de l'ETH Zurich recommande au DDPS d'utiliser la guerre en Ukraine comme point d'appui pour développer la coopération militaire avec l'OTAN et l'UE. Irons-nous en effet jusqu'à abandonner la neutralité à cause de la guerre en Ukraine? La même question ne se pose-t-elle pas face à chaque guerre? De telles exigences ont déjà été formulées auparavant, lors de la Seconde Guerre mondiale par exemple.

Il n'est pas facile d'être neutre en temps de guerre. Celui qui est neutre est naturellement toujours mis sous pression par les deux parties. C'est également le cas dans cette guerre. Nous avons été mis sous pression par les Américains et par les Russes. Différents acteurs politiques, comme le montre également le rapport de l'EPF, veulent profiter de l'occasion de la guerre en Ukraine pour abandonner avec insouciance les instruments tout à fait éprouvés de la politique étrangère suisse. Récemment, j'ai parlé personnellement avec le président du CICR, Peter Maurer. Il dit très clairement que si nous livrions des armes à l'Ukraine, cela serait profondément contraire à la neutralité et nuirait énormément à la tradition humanitaire de la Suisse. Maurer a mis en relief le fait qu'avec le CICR, nous aidons toujours les gens des deux côtés, nous soutenons les deux parties en présence. Pour que nous puissions continuer à le faire de manière crédible, la neutralité est extrêmement importante, en particulier pour le CICR.

Récemment a eu lieu un échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine. Le fait qu'il ait été réalisé par la Turquie et l'Arabie saoudite n'a pas laissé indifférent l'opinion publique. Voulez-vous vraiment ôter à la Suisse sa «tâche centrale» de la politique de neutralité et abandonner à d'autres nos bons offices?

En matière de politique étrangère, la Suisse s'est massivement affaiblie par son action. C'est pourquoi au niveau international, nous ne sommes plus reconnus en tant que pays neutre. Même Joe Biden a déclaré dans un

discours qu'il remerciait la Suisse d'avoir abandonné sa neutralité. La Russie et de nombreux autres Etats disent également que nous ne sommes plus neutres, et les journaux le diffusent: le 28 février, quatre jours après le début de la guerre, le «New York Times» a formulé le titre suivant: «La Suisse a abandonné sa neutralité». Le résultat en ressort clairement: nous ne sommes plus pris en compte pour les *Bons offices*. L'Ukraine aurait beaucoup aimé que la Suisse assume le mandat de puissance protectrice vis-à-vis de la Russie. Un bon exemple de mandat suisse en tant que puissance protectrice est le lien, réalisé par la Suisse, entre l'Iran et les Etats-Unis, où la Suisse joue un rôle d'intermédiaire entre les deux Etats qui n'ont plus de relations diplomatiques directes. Nous y fonctionnons en sorte de facteur. C'est exactement dans ce sens que l'Ukraine aurait souhaité tirer profit de la Suisse, mais la Russie a dit non. En fait, on a presque du mal à croire que tout à coup, cela sera le rôle de la Turquie.

Encore une fois, je pense que la Suisse s'est massivement affaiblie en matière de politique étrangère depuis le 24 février. Je le regrette vivement. Nous devons absolument définir plus clairement la notion de «neutralité». L'actualité en impose la nécessité. C'est la raison pour laquelle l'initiative sur la neutralité est lancée, non pas par Christoph Blocher seul, mais par une grande alliance, «Pro Suisse» et bien d'autres en font partie. Je suppose que notre parti soutiendra logiquement l'inscription dans la Constitution fédérale de la neutralité armée et perpétuelle, la neutralité suisse dans son sens intégral. Le oui à l'initiative constitutionnelle impliquerait également que nous ne prenions plus de sanctions, car les sanctions sont des mesures de guerre sans armes. Dans le cas actuel, nos sanctions ont même un effet de boomerang sur la population suisse, car nous en souffrons. Les Russes n'ont jamais encaissé autant d'argent avec le gaz et le pétrole, le rouble s'est renforcé de 40 pour cent, mais c'est nous qui en subissons les conséquences. Notre population doit faire face à des prix d'énergie beaucoup plus élevés, nous ne disposons plus d'approvisionnement énergétique sûr. Je pense que beaucoup de choses ont mal tourné et que la Suisse n'a plus joué son rôle traditionnel, avec des conséquences décisives que nous constatons aujourd'hui déjà.

Merci beaucoup, M. Grüter, de cet entretien. •

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

La votation sur l'initiative «Stop F-35» «éliminée» – par des manœuvres indignes. La Berne fédérale bafoue les lois de la démocratie directe

Interview avec la Conseillère nationale Priska Seiler Graf (PS)



Priska Seiler Graf
(photo priskaseiler-graf.ch)

mw. Afin d'empêcher l'achat par le Conseil fédéral, des avions de combat de l'entreprise d'armurerie américaine Lockheed Martin, un groupe de citoyens – des opposants à l'armée mais aussi des partisans de la neutralité armée de la Suisse – a lancé une initiative populaire en août 2021. Les arguments principaux de l'initiative sont: le F 35 aurait été conçu pour l'attaque et non pas pour la défense. L'avion de combat serait donc «massivement surdimensionné et inapte à l'armée suisse». En plus, les services secrets américains seraient toujours présents au cockpit, un autre défi scandalisant le cœur de chaque démocrate suisse.

On a réussi à avoir les 100000 signatures en une année. Le 22 août, la Chancellerie fédérale a confirmé la validité de l'initiative. On était donc confiants que «les serviteurs du peuple souverain» attendent le résultat de la votation populaire sur l'initiative, avant de signer le contrat d'achat. C'était d'ailleurs prévu: «Le Conseil fédéral avait initialement l'intention [...] d'attendre le résultat de l'initiative avant de signer le contrat états-unien.» Toujours est-il que le 22 juin, le Conseil des Etats s'est prononcé prématurément, dans sa grande majorité, pour l'achat car Lockheed Martin semblait avoir menacé de revenir sur les conditions d'achat favorables à la Suisse s'il y avait «retardement».

En soutenant la signature hâtive du traité, le Conseil fédéral «avait entretemps aussi changé d'avis». Le 15 septembre, la majorité du Conseil National a, lui aussi, donné le feu vert à la signature (communiqué de presse du Conseil des Etats du 2 juin et du Conseil National du 15 septembre 2022).

«Le Conseil fédéral et le Parlement – dont surtout les partis du centre – ont rendu impossible, par leur manque de volonté, d'organiser une votation démocratique. Il en résulte un grand dommage infligé à la démocratie directe du modèle Suisse.»
(Priska Seiler Graf, conseillère nationale, SP, ZH)

Le sujet de l'initiative n'existant plus, le comité de l'initiative l'a retiré à contrecœur. La manière avec laquelle le Conseil fédéral et la majorité du parlement ont ignoré les lois élémentaires de la démocratie directe est un scandale! Nous insérons par conséquent l'interview d'Horizons et débats menée avec M^{me} Priska Seiler Graf (PS), Conseillère nationale, qui a rendu publique le retrait de l'initiative.

Horizons et débats: «Madame la Conseillère nationale, l'initiative voulant empêcher l'achat des avions de combats F-35 a réussi à récolter les 100000 signatures nécessaires (102000). Le comité d'initiative dont vous faites partie a tout de même retiré l'initiative. Que s'est-il passé?»

Priska Seiler Graf: «Vu la signature précipitée, l'initiative est malheureusement devenue obsolète. L'alliance contre l'achat des avions de combat F-35 ne voulait pas donner l'occasion au parlement d'organiser une pseudo-votation où le peuple ne pourrait pas décider en effet sur cet achat des avions. Cela aurait abouti à une farce démocratique. C'est la rai-

son pour laquelle nous retirerons l'initiative, tout en nous prononçant toujours contre l'achat qui représente en plus un risque financier considérable, vu le montant de plusieurs milliards de francs suisses.

Toujours est-il que les signataires ont le droit de voter!

Je comprends très bien leur déception, moi aussi, je suis déçue! Le Conseil fédéral et le Parlement – dont surtout les partis bourgeois – ont rendu impossible, par leur manque de volonté, d'organiser une votation démocratique. Il en résulte un grand dommage infligé à la démocratie directe du modèle Suisse. Les problèmes et les risques d'un tel contrat ont toujours été clairs, le comportement anti-démocratique du Conseil fédéral a carrément éliminé une discussion ouverte et démocratique. Les dommages démocratiques causés par ce comportement ne seront pas oubliés de si tôt.»

Ne serait-il tout de même pas sensé de discuter largement de l'achat d'un bombardier à camouflage US, face au fait que le Conseil

«Cela aurait abouti à une farce démocratique. C'est la raison pour laquelle nous retirerons l'initiative, tout en nous prononçant toujours contre l'achat qui représente en plus un risque financier considérable, vu le montant de plusieurs milliards de francs suisses.»

fédéral envisage des entraînements militaires avec l'OTAN?

Je suis très sceptique à l'égard des manœuvres selon l'article 5 de l'OTAN relatives au cas d'une alliance. Je ne crois pas que cela corresponde à notre politique de neutralité. La question principale est celle de savoir si on veut se joindre à l'OTAN, ce qui signifierait de renoncer à la neutralité suisse. Cela se discute, mais un débat de cette envergure devra se faire face à une décision politique et non par le biais d'un débat «technologique» au sujet d'un aéronef de combat.

Merci, Madame la Conseillère nationale.

* * *

Et qu'en dit la Conseillère fédérale responsable face à ce que l'on a dénommé être un «dommage de terrain massif»? M^{me} Viola Amherd, cheffe du DDPS (Département militaire) suisse: «Quant à moi, ce qui s'est passé est un processus très démocratique.» Lorsqu'on lui reproche d'avoir froissé les 100000 signataires de l'initiative populaire, elle donne une réponse autant surprenante: «Une initiative n'a pas d'effet juridique d'anticipation, si cette initiative avait obtenu un traitement exceptionnel, on ne pourrait réviser, dans l'avenir, que peu de projets. Je ne suis pas sûre que cela soit plus démocratique.» (Neue Zürcher Zeitung du 14 septembre 2022, mise en relief par mw.)

N'est-ce donc pas revendiquer l'abolition de la démocratie directe suisse pour la seule raison que «les serviteurs du peuple souverain suisse» en ont marre de ne pas pouvoir faire ce qui leur plaît? Mais, Madame la conseillère fédérale, c'est précisément pour cette raison que le peuple suisse avait décidé de l'inscription de la démocratie directe dans sa Constitution: chez nous, c'est le peuple qui décide quels projets sont à réaliser, et non pas le gouvernement!

Invitation au symposium de l'Association Suisse Industrie et Agriculture ASIA 2022

La neutralité et la sécurité d'approvisionnement de la Suisse

Schweizerische Vereinigung Industrie + Landwirtschaft
Association Suisse Industrie + Agriculture
Associazione Svizzera Industria + Agricoltura



Pourquoi il ne faut pas dissocier la sécurité d'approvisionnement d'un petit Etat de sa neutralité

«Le principal élément de la neutralité suisse ne consiste pas à ignorer les conflits étrangers, mais de prendre garde et de se tenir à l'écart des conflits en cours en adoptant un statut délibérément neutre. Ce concept de neutralité est donc global, car il vise la solution à trouver pour laquelle tout conflit doit finalement aboutir. Si on se laisse prendre au piège des préjugés partagés, la neutralité est sur le point d'être compromise. [...]

Pour la Suisse, petit pays orienté vers les exportations, la neutralité au milieu de l'Europe occidentale ou centrale est la condition de son autonomie économique et étatique. Pour assurer son approvisionnement, la Suisse, pays pauvre en matières premières, est contrainte d'axer ses relations économiques sur leurs avantages réciproques respectifs. Cette attitude est appréciée par les partenaires commerciaux dans le monde entier, en tant que fiabilité de l'économie suisse basée notamment sur les PME. Cette capacité à voir les deux points de vue crée de la confiance et aide à nouer des relations économiques. C'est pourquoi la neutralité est également le fondement de la prospérité économique et de la sécurité des approvisionnements du petit Etat. En même temps, la neutralité est aussi un comportement politiquement reconnu

qui permet au petit Etat de rester autonome parmi les grandes puissances. [...]

La neutralité de la Suisse vit déjà ce multilatéralisme dans un monde multipolaire. Au lieu d'abandonner la neutralité, la neutralité des relations économiques bilatérales et multilatérales, établies de manière souveraine, est la solution pour sortir de la crise. Car seul un ordre économique global dans lequel tous les Etats participent à la répartition internationale du travail et à l'interdépendance sur la base de l'avantage mutuel, peut remplacer l'ancien modèle de domination globale avec ses conflits sans fin.»

(tiré de: Warum die SVIL diese Tagung durchführt; <http://www.svil.ch/NeutralitaetundVersorgungssicherheit.pdf>)

Programme

10.30-10.45 heures

Hans Bieri, directeur général, SVIL:

Mot de bienvenue et introduction:
Die Versorgungssicherheit der Schweiz und ihr direkter Bezug zur Neutralität

1^{ère} partie

L'initiative de l'ancien Conseiller fédéral Dr Christoph Blocher

10.45-11.45 heures

Ancien Conseiller fédéral Christoph Blocher:
Die Schweizerische Neutralität: Für eine stärkere Verankerung in der Bundesverfassung und gegen die schleichende Aushöhlung Art. 54a BV Schweizerische Neutralität

2^e partie

La neutralité, caractéristique essentielle de l'Etat communautaire suisse

11.45-12.30 heures

Dr phil. René Roca, Forschungsinstitut direkte Demokratie (www.fidd.ch):

Die Entwicklung der Neutralität im Laufe der Schweizer Geschichte: Wie lässt sich kulturelle, religiöse, sprachliche und räumliche Vielfalt zu einem prosperierenden Gemeinschaftsstaat vereinen?

Pause de midi 12.30-13.30 heures

13.30-14.15 heures

Prof. Dr Mathias Binswanger, FHNW et Université de Saint-Gall:

Die Neutralität der Schweiz und ihre Entwicklung zum High-Value-Dienstleister

14.15-15.00 heures

Prof. Dr Alexandre Lambert, Geneva School of Diplomacy and International Relations, GSD:

500 Jahre Geopolitik im Kampf um globale Vorherrschaft: Von den Ostindien-Kompanien bis zur City of London

Pause 15.00-15.20 heures

15.20-16.05 heures

Paul F. Reichmann, Ingénieur diplômé, Network of Global Security, Baden AG
Stabilitätspolitik und Neutralität: Der Mittelstand als Kern staatlicher Souveränität unter Druck von Globalpolitik und Monopolwirtschaft

Date: mardi, 29 novembre

Heure: 10.30 – 17.30 heures

Lieu: Zurich (près de la gare centrale, le local sera annoncé à temps)

16.05-16.25 heures

Peter Bisang, Ingénieur diplômé EPF, Risk Management and Innovations Methodology, Geneva Consulting & Management Group (GC & ML), Balzers:

Der Deadlock und die «Lugano-Konferenz»-Mentalität – methodische Hinweise für ein Konflikt- und Riskmanagement eines neutralen Staates

3^e partie

Table ronde avec les intervenants et des représentants de l'industrie des PME, de l'artisanat et de l'agriculture

16.25-17.20 heures

Public cible

– L'environnement engagé de la SVIL
– Les PME / Swissem / Economiesuisse
– Personnalités de l'économie, de la politique et de la science

Inscription et informations complémentaires

Hans Bieri, directeur général
SVIL Association Suisse Industrie et Agriculture

Case postale 1807
8027 Zurich

Téléphone 079 432 43 52

E-mail: hans.bieri@svil.ch

Compte ZKB: 1100-5845.000 /

IBAN: CH30 0070 0110 0058 4500 0

La participation est libre, les contributions sont les bienvenues à l'ordre de paiement ci-dessus

A Berlin, on se fiche des électeurs

par le Professeur Eberhard Hamer, Mittelstandsinstitut Niedersachsen e. V.



Eberhard Hamer
(photo mad)

Suite à sa bévée, en affirmant en public qu'elle «ne se souciait pas des intérêts de ses électeurs», la ministre allemande des Affaires étrangères, M^{me} Annalena Baerbock (Les Verts) a provoqué un débat de fond. Cui bono? Pour qui la politique allemande existe-t-elle? A qui

doivent profiter finalement les retombées économiques et les finances publiques? Quels sont les intérêts qui s'imposent en fin de compte?

Un véritable gouffre, une profonde fracture sociale s'est ouverte en Allemagne. Elle met au centre les disparités existantes, dans les domaines politique et économique, entre la théorie et la pratique, entre l'idéal et la réalité, ce qui remet en question les fondements même de notre existence économique et politique.

La «communauté de valeurs» occidentale prétend lutter contre la dictature et pour la démocratie, pour l'autonomie du citoyen individuel, pour ses prérogatives face à l'Etat et ainsi pour une politique pertinente, garantie par les élections et dans l'intérêt des citoyens souverains.

Dans la vie pratique, les choses diffèrent. Là, ce sont plutôt les ordres internationaux de la puissance mondiale anglo-américaine et du grand capital anglo-américain qui dominent; il s'agit en fin de compte de leurs intérêts à eux, la démocratie ne revêtant que le formel esset souvent prise de pur prétexte.

Pour l'illustrer, quelques exemples suffisent:

– Les Verts veulent «l'écologie plutôt que l'économie», réduisant délibérément notre économie à cause des particules fines et du CO₂, bien qu'ils ne trouvent rien à

redire au fait que les multinationales américaines causent en Amazonie, en détruisant la forêt amazonienne, des dommages environnementaux quatre fois plus importants que ceux que l'Allemagne serait en mesure d'éviter au maximum (2% des polluants mondiaux de CO₂ en Allemagne et 8,5% de dommages de CO₂ dans la forêt vierge). Est-ce encore de la politique environnementale dans l'intérêt des électeurs allemands?

– Les ministres verts de l'agriculture se précipitent sur la production agricole des agriculteurs avec toujours plus de réglementations, mais ne s'offusquent pas du fait que les groupes internationaux (Monsanto et autres) transforment le monde systématiquement et totalement avec des semences génétiquement contaminées. Une agriculture pour les paysans ou pour les multinationales?

– Avant même que Poutine n'attaque l'Ukraine, les Etats-Unis ont ordonné une guerre mondiale de sanctions contre la Russie, et tous les vieux partis ont approuvé avec enthousiasme le fait que notre gouvernement – dénué de toutes alternatives – annule non seulement un quart de nos importations de matières premières, mais également le gaz bon marché de provenance russe. Les sanctions ont fait grimper les prix du pétrole et du gaz¹ et ont ainsi mis fin à la base de la prospérité de l'énergie bon marché en Allemagne, sans pour autant nuire à la Russie, puisque celle-ci a eu des revenus plus élevés qu'auparavant avec des livraisons de gaz réduites de moitié et des prix doublés. Le principal perdant reste l'Allemagne.

– La crise du gaz et le renchérissement dont elle est responsable ont mis les fournisseurs de gaz des groupes internationaux en difficulté financière. Au lieu de laisser cette situation se résoudre par l'insolvabilité,

le gouvernement allemand des Verts (plutôt des Vertes) veut sauver les importateurs de gaz à hauteur de 34 milliards, comme Merkel l'avait fait en 2008 pour les banques en faillite, aux frais de l'Allemagne. Pour les cadeaux aux entreprises, une taxe sur le gaz doit être prélevée sur tous les citoyens (plus de 3000 euros par ménage). Comme cela a suscité des protestations générales, un «allègement» de cette charge de 300 euros (sur une redevance de plus de 3000 euros) auprès des personnes socialement défavorisées et des retraités doit maintenant apaiser la colère de la population. Aucun gouvernement n'a jusqu'à présent causé autant de tort à ses propres électeurs que l'actuel. M^{me} Baerbock en a fourni l'explication: elle ne s'en soucie pas, ni de ce que ses électeurs pensent ni de ce qu'ils veulent.

Quels intérêts cette «représentante du peuple» défend-elle en effet?

Gaetano Mosca soulignait en 1939² déjà que toutes les élites politiques, indépendamment de la forme d'Etat, évoluaient vers une oligarchie de fonctionnaires. Selon lui, les cercles de fonctionnaires se soutiennent entre eux de sorte que même les cliques de fonctionnaires démocratiques développeraient de plus en plus leur propre vie aux dépens de la population, formant ainsi une féodalité de fonctionnaires. Contrairement aux dictatures, les démocraties n'auraient que l'avantage de pouvoir changer l'élite dirigeante de manière pacifique (par le biais d'élections). Toujours était-il que la majorité suivante formerait toutefois la même oligarchie de fonctionnaires. De même, il y a une camaraderie entre les partis établis pour combattre ensemble les nouveaux partis afin de ne pas devoir partager leur pouvoir et leurs prébendes.

Dans ce sens, Mosca conteste également le fait que les élites politiques aient en vue «le bien du peuple» et ses intérêts. Il ne s'agirait

pour elles que d'obtenir des majorités pour leur propre réélection et de poursuivre leurs intérêts particuliers ou de servir ceux de personnes plus puissantes dont elles dépendent.

Se rendant compte des cas susmentionnés de préjudice causé à nos propres citoyens pour des intérêts étrangers, les couches moyennes de notre société soupçonnent depuis longtemps que nos dirigeants politiques n'agissent pas dans l'intérêt de leur propre population, mais dans celui de puissances et d'intérêts étrangers.

M^{me} Baerbock, dans sa confession peu réfléchie et incontrôlée, a toutefois confirmé cette suspicion. Ce gouvernement n'agit pas dans l'intérêt de ses électeurs, ni même, en dépit de son serment prononcé solennellement «pour le bien du peuple allemand», mais dans l'intérêt du système de la puissance néo-coloniale, de la haute finance internationale (Merz, Lindner) ou d'une idéologie écologiste déconnectée de la réalité.

Si nous assistons, ces jours, à l'effondrement de notre prospérité à cause d'une politique économique destructrice à ce point, nous nous appauvrirons tous – ceux qui fournissent toujours leurs prestations aussi bien que ceux bénéficiaires des transferts de ces prestations. L'élite politique, quant à elle, s'est assurée l'immunité pour ses actions et s'en tirera ensuite avec leurs pensions maximales (comme le montre la corruption de la radio publique), seule couche donc qui restera complètement à l'abri des dégâts causés par sa propre politique de destruction.

Nous voilà donc face aux réalités derrière les affiches liées à la «justice sociale» rouge-verte!

¹ C'était l'intention des Américains pour pouvoir vendre leur pétrole et leur gaz de fracturation dans le monde entier.

² Ainsi dans mon livre *Die herrschende Klasse*.

(Traduction *Horizons et débats*)

La neutralité négligée remet en question nos existences!

Lettre ouverte aux membres du gouvernement fédéral autrichien*

Monsieur le Chancelier fédéral, Monsieur le Vice-Chancelier, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs membres du gouvernement fédéral autrichien!

Les événements de ces dernières semaines nous ont amenés, nous autres signataires de cette lettre (plus de 48370 signatures actuellement), à agir de façon consciente et déterminée. En effet, il est grand temps que vous-mêmes, femmes et hommes représentant la République autrichienne et ses habitants, soyez informés de notre position et de nos convictions. Nous vous incitons à agir conformément aux souhaits du peuple autrichien, votre souverain.

La guerre est toujours dénuée de sens. La mort de jeunes gens en vue de satisfaire les ambitions et les jeux de pouvoir d'acteurs politiques est terrible, insupportable et inacceptable! En tant que citoyens ordinaires, il nous est impossible d'en connaître et de remettre en question tous les aspects, le contexte et les faits ayant engendré la situation actuelle. Nous constatons uniquement les terribles conséquences de la guerre entre la Russie et son voisin, l'Ukraine. Mais en tant que citoyens responsables aussi, nous voyons que cette guerre est sans aucun doute instrumentalisée également à des fins politico-stratégiques.

L'alliance de défense occidentale de l'OTAN, sous l'égide du gouvernement américain et avec le soutien actif des Etats européens, a entamé un conflit économique en imposant des sanctions qui dépassent largement les limites de la guerre en Ukraine. Les responsables politiques ainsi que les médias ont diffusé l'idée que le monde entier se trouvait de concert dans son opposition à la Russie. On nous a assuré que l'imposition de sanctions affaiblirait l'économie russe au point que le gouvernement russe se verrait dans la nécessité d'arrêter la guerre. On nous a fait croire, à nous citoyens, que l'imposition de sanctions n'avait pas d'alternative.

Après ces quelques mois d'application de ces sanctions, il en ressort à notre avis que de toute évidence, rien dans cette entreprise ne correspond à la réalité. La majorité des Etats en dehors de l'Europe ne soutiennent pas les sanctions octroyées par les gouvernements occidentaux. Tout au contraire, une nouvelle configuration de pouvoir est en train d'émerger en Eurasie, en Afrique et dans certaines parties de l'Amérique du Sud, en visible discordance avec les pays industrialisés occidentaux. L'économie russe semble loin de subir les dommages conçus et affichés par ses initiateurs. Aucun signe d'arrêt de la mort quotidienne et insensée de jeunes gens dans l'est de l'Ukraine par ces sanctions ne se manifeste.

Tout au contraire, nous autres citoyens constatons chaque jour que manifestement, c'est nous les véritables victimes des sanctions économiques prises. En effet, notre économie nationale et, par conséquent, l'ensemble du tissu social de notre société sont gravement endommagés. En raison des conséquences des sanctions, nous sommes désormais confrontés à la crise économique la plus grave depuis les 80 années écoulées. Comme si cette évolution néfaste ne suffisait pas, se déroule devant les yeux d'un grand nombre de citoyens très inquiets, le triste spectacle d'une véritable fièvre d'escalade militaire de la part des gouvernements des Etats de l'OTAN. Nous assistons, ces derniers temps, à un renforcement des troupes en état d'alerte par les armées intégrées dans l'OTAN, s'élevant à plus de 300000 soldats. Les gouvernements occidentaux envoient des armes de plus en plus lourdes dans la zone de guerre, au point que des conflits avec la Russie commencent à augmenter les tensions dans d'autres zones d'Europe. Dans une telle situation, l'intensité de l'escalade guerrière, aussi bien dans le domaine factuel que rhétorique, nous préoccupe beaucoup.

En tant que petit pays neutre, nous autres Autrichiens ne sommes pas, ni en mesure ni en position d'influencer les actions des Etats membres de l'OTAN. Mais rien ni per-

sonne nous empêche d'agir par nous-mêmes et dans l'intérêt de notre patrie. Après les horreurs de la dernière guerre mondiale, la génération de nos pères, mères et grands-parents s'est engagée pour de très bonnes raisons à respecter la neutralité perpétuelle autrichienne. La neutralité est solidement inscrite dans l'ADN de notre nation, et ceci pour de bonnes et essentielles raisons. C'est pourquoi la majorité écrasante de la population autrichienne soutient le maintien de notre neutralité. Et c'est pourquoi nous, signataires de cette lettre, estimons qu'il est urgent de prendre la parole en public et d'exhorter le gouvernement fédéral autrichien à respecter fortement les revendications suivantes:

– Revenons immédiatement, en tant que République d'Autriche, à la stricte neutralité vis-à-vis de toutes les parties du conflit en Ukraine.

– Dans le cadre et en conséquence de cette neutralité, renforçons l'aide humanitaire contrôlée en faveur de la population civile dans les régions touchées par la guerre.

– Conformément à une tradition de plusieurs décennies, mettons à disposition le site de Vienne comme lieu d'une conférence internationale sur la paix et invitons toutes les parties du conflit et leurs dirigeants politiques à Vienne.

Pour mettre à l'épreuve notre crédibilité en tant que médiateurs honnêtes – et pour éviter de nouveaux dommages infligés à notre économie nationale – nous devons immédiatement cesser de soutenir les sanctions imposées unilatéralement par l'alliance de défense occidentale, l'OTAN! L'Autriche n'a pas sa place dans l'OTAN, la population autrichienne ne veut pas être membre de cette alliance militaire et, par conséquent, l'Autriche n'a aucune raison de soutenir les sanctions de l'OTAN contre la Russie!

Nous demandons en outre au gouvernement fédéral autrichien de ne plus soutenir les sanctions au sein de l'Union européenne, de s'y opposer, de ne plus y participer et de prendre une initiative ayant pour objectif

la paix, le cessez-le-feu et la coexistence de tous les peuples et tous les Etats du monde!

Les signataires de cette lettre retiennent explicitement les données suivantes.

Cette lettre n'est pas née d'une initiative ou d'un mouvement politique partisan. Par cet appel, nous ne soutenons et n'accusons aucun parti politique ni homme ou femme politique. Nous sommes ouverts au soutien de tous les camps de l'échiquier politique, de tous les secteurs de la société civile et du paysage médiatique. Cette lettre a été rédigée dans le seul souci du maintien de la vie et du bien-être des personnes vivant dans ce pays qui nous tient à cœur, à savoir l'Autriche. Nous défendons la paix, nous défendons la liberté. Mais non pas au prix de la destruction de notre propre existence.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président fédéral, Madame, Monsieur les Ministres, l'expression de notre haute considération.

Les signataires

Avec ma signature, je soutiens délibérément les revendications faisant objet de cette lettre ouverte

Gerald Markel, entrepreneur
Wolfgang Sendlhofer, entrepreneur
Max Pucher, président Union Souveränität
Prof. DDR. Martin Haditsch, médecin spécialisé en microbiologie
Andreas Gass, président de l'association autrichienne des PME
Bernhard Costa, vice-président PME
Dr. Wolfgang Schmidauer, avocat
DI Dr. Jürgen Meinhart, entrepreneur
Beatrice Hubner, co-fondatrice «Löwenmamas»

Médias soussignants:

TKP, Peter F. Mayer
Report24, Florian Machl
RTV, Nicolas Schott
Sovereign Media
*+ 48370 signatures jusqu'à présent (oct. 2022)

Source:

<https://soveraenitaet.org/neutralitaet/>

«Quand on lit les médias anglo-saxons, on se fait une image complètement déformée»

Kishore Mahbubani appelle les Etats-Unis à faire partie du siècle asiatique – mais sur un pied d'égalité

ts. Les magazines *Foreign Policy* et *Prospect* le classent parmi les 100 plus grands intellectuels du monde et le «*Financial Times*» l'a inclus dans la liste des 50 personnalités les plus importantes susceptibles de marquer le débat sur l'avenir du capitalisme. On l'a également surnommé «l'égérie du siècle asiatique». Kishore Mahbubani, politologue et diplomate couvert d'honneurs originaire de Singapour, a récemment donné un aperçu de ce que serait un point de vue asiatique sur la crise actuelle entre les Etats-Unis et la Chine et entre les Etats-Unis et la Russie. Selon Mahbubani, il serait bon que les Occidentaux se rendent compte que la domination occidentale est désormais révolue, que le siècle asiatique a commencé depuis longtemps et que les conflits peuvent être résolus par la négociation et l'approfondissement des relations commerciales – il faut faire preuve de pragmatisme plutôt que d'une volonté de suprématie aveuglée par l'idéologie. Ce serait là un moyen d'éviter les conflits meurtriers à l'avenir.

Pour Kishore Mahbubani, s'il devait y avoir une nouvelle guerre froide, les Etats-Unis sont dans l'erreur en croyant qu'elle aboutira au même résultat que la première: «Mais la différence entre la guerre froide 1 et la guerre froide 2, et c'est un peu provocateur, c'est qu'aujourd'hui ce sont les Etats-Unis qui se comportent comme l'Union soviétique d'alors, alors que la Chine se comporte aujourd'hui comme les Etats-Unis de jadis». Les Américains d'aujourd'hui sombrent dans la complaisance en se disant qu'après tout: «La guerre froide, on connaît et bien sûr, on l'a gagnée; donc pour la prochaine, on va gagner aussi». Mais c'est là une erreur manifeste d'appréciation. Car aujourd'hui, la Chine est parfaitement intégrée dans le monde, elle signe des accords de libre-échange avec le monde, comme le faisaient les Etats-Unis pendant la première guerre froide, mais les accords d'aujourd'hui sont aux antipodes de ceux d'alors. La Chine réalise des investissements avec l'initiative *Road and Belt*, alors que les Etats-Unis se désengagent du reste du monde. Mahbubani recommande aux Etats-Unis de repenser leur évaluation inappropriée et de cesser de sous-estimer la Chine. La domination occidentale ne dure que depuis deux cents ans et n'est rien d'autre qu'une anomalie de l'histoire mondiale. Au cours des 1 800 années précédentes, la Chine et l'Inde ont toujours été les deux plus grandes économies du monde. La Chine existe depuis quatre mille ans et a déjà traversé de nombreuses épreuves: «Elle surviendra également à cette compétition».

L'apparition d'une grande compétition géopolitique

En juillet dernier, Mahbubani se trouvait à Washington DC, à la tête d'une délégation commerciale asiatique, et pu ainsi constater que les relations entre les Etats-Unis et la Chine avaient atteint leur niveau le plus bas depuis au moins 1989. Selon lui, la situation est comparable à celle de deux trains qui viennent de quitter leurs gares respectives et qui se précipitent l'un vers l'autre à toute vitesse. «On assiste à l'apparition d'une grande compétition géopolitique. Et ce qui est triste, c'est qu'elle est aussi bien évitable qu'inévitable».

Ces dernières années, le commerce en Chine, entre la Chine et l'Asie du Sud-est et avec le reste du monde a connu une forte croissance. «Laissez-moi juste vous citer quelques chiffres: En 2000, le commerce des Etats-Unis avec l'Asie du Sud-est s'élevait à 135 milliards de dollars, soit plus de trois fois le commerce de la Chine avec l'Asie du Sud-est. En 2021, les échanges commerciaux des Etats-Unis avec l'Asie du Sud-est ont dépassé les 300 milliards, c'est-à-dire qu'ils ont été multipliés par 2,5. Dans le même temps, les échanges commerciaux de la Chine avec l'Asie du Sud-est sont passés de 40 milliards à 800 milliards, soit 20 fois plus! Et ce n'est qu'un début!»

Ce à quoi nous allons assister, au 21^e siècle, le siècle asiatique, c'est à une explosion massive de la productivité économique et des bénéfices en Asie. Et la Chine en fera partie, tandis que les Etats-Unis en seront exclus:

«Les Etats-Unis sont le seul pays développé moderne où le revenu moyen de la moitié des gens les plus pauvres n'a pas augmenté au cours des 30 dernières années»

«Sauf s'ils planifient vraiment sérieusement un engagement économique global à long terme dans la région; ce que d'ailleurs nous souhaitons: Nous voulons que les Etats-Unis s'engagent dans la région; mais ils semblent ne pas avoir de stratégie dans ce but».

Mahbubani nous met également en garde contre une perception occidentale étriquée du monde et de l'Asie du Sud-est en particulier: «Si l'on veut comprendre cette région au travers de la lorgnette des médias anglo-saxons, on se méprendra complètement sur ce qui s'y passe réellement, car ces médias ont une vision très biaisée, «noir et blanc», des événements qui s'y déroulent». Pour illustrer ses propos, Mahbubani prend l'exemple de Hong Kong. Contrairement à ce qui est présenté dans les médias occidentaux, il faut clairement affirmer que «Hong Kong était une colonie britannique qui a été confisquée illégalement par les Britanniques lors de l'humiliante guerre de l'opium de 1842». En reprenant Hong Kong, la Chine ne fait que rectifier cette grande humiliation historique. Hong Kong fait partie de la Chine. «C'est la réalité, tout comme Goa [longtemps occupé par les Portugais] fait partie de l'Inde. Si vous lisez les médias anglo-saxons, vous en retiendrez un point de vue totalement distordu».

L'Asie pratique le rapprochement entre les peuples par le commerce tandis que l'Occident fait la guerre

On ne soulignera jamais assez que sur les 7,8 milliards d'habitants de notre planète, 1,4 milliard vivent en Chine et 1,3 milliard en Inde. Avec les 700 millions d'habitants de l'ASEAN/ANASE (voir encadré), cela constitue, comme l'affirme Mahbubani avec un clin d'œil ironique, «la nouvelle CIA»: Chine, Inde,

ASEAN, c'est-à-dire, ce qu'il voit comme les trois principaux moteurs de croissance mondiaux. «Et imaginez que si vous lisez les médias anglo-saxons, vous ne comprendrez jamais cette «CIA» et ce qui se passe dans cette région». A la question de savoir qui, de l'Union européenne ou de l'ANASE, a le plus contribué à la croissance économique mondiale au cours des dix années entre 2010 et 2020, Mahbubani est catégorique: «La réponse est: l'ANASE; et personne ne connaît quoi que ce soit au sujet de l'ANASE. Ce que nous avons ici dans cette région, c'est une culture du pragmatisme qui évite des guerres comme celle de l'Ukraine, qui mèneront les Etats-Unis et l'UE à la ruine». Alors que l'UE continue à faire la guerre, l'Asie fait du commerce.

Bien sûr, il y a aussi des problèmes entre les pays asiatiques. Ainsi, les relations sino-indiennes sont très complexes. Ces deux pays ne deviendront pas amis de sitôt. «Mais en même temps, je pense que les Indiens ont une réflexion stratégique à long terme très intelligente. Et le pire pour l'Inde serait qu'elle s'aliène complètement de la Chine et ne dépende plus que des Etats-Unis». Mais malgré les désaccords politiques entre l'Inde et la Chine, le commerce entre les deux pays n'a cessé de se développer.

«D'une certaine manière, la guerre en Ukraine pourrait avoir contribué à stabiliser la relation sino-indienne, car lorsque l'Occident a vivement critiqué l'Inde parce qu'elle n'avait pas condamné l'invasion russe en Ukraine, qu'elle continuait à acheter du pétrole et des produits russes, les Indiens ont répondu: «Bon, vous n'aimez pas ce que nous faisons, très bien, alors nous allons nous rendre indépendants. Que comptez-vous faire à ce sujet?» La Chine et l'Inde n'ont ni l'une

«Le conflit ukrainien est un conflit qui aurait pu être facilement évité si les Européens avaient fait preuve d'un peu de bon sens stratégique. Ils n'ont pas fait preuve de bon sens stratégique lorsqu'ils ont tenté de faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN»

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et la Suisse

L'ANASE, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui a été fondée en 1967, est considérée comme l'organisation intergouvernementale la plus importante d'Asie du Sud-Est. Elle compte dix Etats membres: Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam. Elle promeut l'intégration et la coopération régionales et s'engage pour la paix et la sécurité ainsi que pour la prospérité et le développement humain. Les pays de l'ANASE constituent une zone représentant la cinquième plus grande économie du monde, avec un marché fort de plus de 655 millions de personnes.

Le secrétariat de l'ANASE se trouve à Jakarta (Indonésie) et dispose de nombreux bureaux et centres administratifs dans toute la région. La présidence de l'ANASE est assurée chaque année, à tour de rôle, par les pays membres, les réunions principales ayant lieu dans le pays qui assure la présidence. L'ANASE est au centre d'autres forums régionaux tels que l'ANASE+3 (Chine, Japon, République de Corée), le Sommet de l'Asie de l'Est et le Forum régional de l'ANASE. Il y a onze partenaires de dialogue (Australie, Canada, Chine, UE, Inde, Japon, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Fédération de Russie, Etats-Unis, Royaume-Uni), quatre partenaires de dialogue sectoriel (Norvège, Pakistan, Suisse, Turquie) et quatre partenaires de développement (Allemagne, Chili, France et Italie).

En 2016, la Suisse a obtenu le statut de partenaire de dialogue sectoriel. Ce partenariat renforce les relations bilatérales de

la Suisse avec les pays membres de l'ANASE et son réseau dans la région Asie-Pacifique. Les domaines de coopération entre la Suisse et l'ANASE ont été identifiés conjointement dans un plan d'action («ASEAN-Switzerland Practical Cooperation Areas 2017–2021»). Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse énumère quatre domaines prioritaires: La sécurité humaine, la formation professionnelle, le changement climatique et la foresterie sociale ainsi que la gestion et la prévention des catastrophes.

Une fois par an, la coopération est évaluée lors d'une réunion du *Joint Sectoral Cooperation Committee*. Les dialogues politiques de haut niveau ont lieu lors de la réunion annuelle des ministres des affaires étrangères de l'ANASE, lorsque le chef ou la secrétaire d'Etat DFAE rencontre ses homologues de l'ANASE.

Selon le DFAE, les entreprises suisses investissaient environ 40 milliards de francs dans les pays de l'ANASE fin 2019, contre 2,3 milliards de francs en 1995. En 2019, la Suisse fait partie des dix investisseurs étrangers directs les plus grands dans l'ANASE. Dans le secteur du tourisme, la Suisse a enregistré plus d'un million de nuitées effectuées par des clients ressortissant d'Asie du Sud-Est. Cela représente une augmentation de 50 % par rapport à 2013. Environ 20 000 ressortissants suisses vivent dans la région de l'ANASE tandis que 25 000 personnes originaires de cette région vivent en Suisse.

Source: <https://www.eda.admin.ch/leda/de/home/aussenpolitik/internationale-organisationen/asean.html>

«Une des plus graves erreurs de l'Europe»

«Je pense qu'en excluant la Russie du G8, l'Europe a commis une de ses plus graves erreurs, surtout après 2014. Car on ne résout pas de problème en excluant quelqu'un étant géographiquement son voisin. Cela ne résout rien et ne crée qu'un important problème supplémentaire.»

Kishore Mahbubani dans son exposé du livre «*The Asian 21st Century*» du 24/06/2022. <https://www.youtube.com/watch?v=Y3RYeYKIVHg>

ni l'autre condamné ou soutenu l'invasion russe en Ukraine, et les critiques occidentales ont rapproché les deux pays.

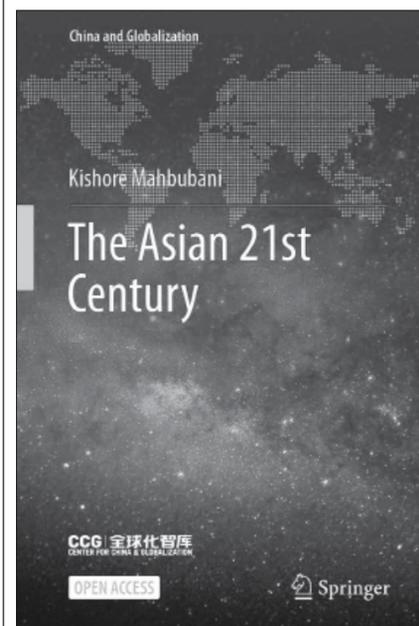
Mahbubani est très clair sur le rôle des Européens dans le conflit ukrainien: «C'est un conflit qui aurait pu être facilement évité si les Européens avaient fait preuve d'un peu de bon sens stratégique. Ils n'ont pourtant pas fait preuve de bon sens stratégique lorsqu'ils ont tenté de faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN». L'Europe en paie désormais le prix: «C'est votre stupidité qui a provoqué ce conflit, vous vous battez, mais nous ne nous en mêlons pas».

Ce serait dans l'intérêt des USA de coopérer avec le reste du monde

En ce qui concerne les Etats-Unis, ils se trouvent face à un dilemme: soit ils entendent rester la puissance n° 1, soit ils privilégient le bien-être de leurs concitoyens. La suprématie ne va pas sans de grands sacrifices économiques. Si l'on veut améliorer le bien-être de ses concitoyens – et il y a urgence, car les Etats-Unis sont le seul pays développé moderne où le revenu moyen de la moitié des gens les plus pauvres n'a pas augmenté au cours des 30 dernières années – alors on ne peut pas travailler contre la Chine, mais plutôt chercher à coopérer. Il faudrait que les capitaines d'industrie aux Etats-Unis se disent: «Occupons-nous de notre peuple, occupons-nous de nos propres intérêts commerciaux, travaillons avec la Chine, et n'essayons pas d'empêcher la Chine de devenir le numéro un, car c'est «mission impossible».

L'Europe et les Etats-Unis ne seraient-ils pas mieux inspirés de réajuster leur vision impérialiste du monde et de saisir la main tendue par l'Asie? Pragmatisme ou aveuglement idéologique? Qui nous garantit la paix, qui nous entraîne vers un nombre sans cesse croissant de conflits? «Can Asians think?» C'était le titre d'un des précédents ouvrages de Mahbubani. La question qui se pose aujourd'hui est bien plutôt: sommes-nous, nous autres Occidentaux, capables de réfléchir? Considérer ce que dit Mahbubani, ne serait-ce pas un tout premier pas dans cette direction? •

Source: Kishore Mahbubani and Steven Okun. «USA = USSR, China = USA if Cold War 2.0?» du 1/08/22; <https://www.youtube.com/watch?v=5kINO8WRyq>



ISBN 978-981-16-6813-6